



Le temps des ambitions hardies

Nous pouvons, ensemble, réduire la pauvreté de moitié



Programme
des Nations
Unies pour le
développement



Rapport annuel
2005

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, les aidant à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer à tout moment sur le personnel du PNUD et son large éventail de partenaires.

En couverture : Si le monde atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015, plus de 500 millions de gens échapperont à l'extrême pauvreté et vivront en meilleure santé, plus longtemps et plus pleinement étant plus éduqués. Les huit OMD issus du Sommet du Millénaire des Nations Unies de 2000 représentent l'engagement pris par les gouvernements d'effectuer des progrès rapides dans les domaines fondamentaux du développement. Le premier objectif est celui de l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim; l'une des cibles fixées dans ce but, qui doit être atteinte d'ici 2015, est la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Table des matières

La plus noble entreprise 1

2015 : 10 ans pour changer le monde 3

Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies : plan pratique de réalisation des OMD 6

Suivi des progrès et définition des orientations d'avenir 9

Saisir les opportunités 10

Le renforcement des capacités : point de départ de la transformation 11

Les connaissances : un monde de solutions partagées 17

Les partenariats : efforts collectifs pour une cause commune 21

Le plaidoyer : arguments en faveur du changement 27

Renouveau de la confiance mondiale 33

Le PNUD : une meilleure façon de faire du développement 37

Ressources 40

La plus noble entreprise

Dans le présent Rapport annuel, le dernier que je signerai en qualité d'Administrateur du [Programme des Nations Unies pour le développement](#) (PNUD), je jette un regard en arrière sur les six meilleures années de ma vie professionnelle. Je les dois, ces années, à mes collègues du PNUD qui, par leur travail quotidien avec les gouvernements et leur personnel, contribuent à relever les défis les plus pressants de notre époque, ceux de la lutte contre l'extrême pauvreté, de la promotion du développement humain et de la réalisation d'un monde plus juste, plus sûr et plus prospère pour tous.

Quand j'ai pris mes fonctions d'Administrateur en juillet 1999, malgré le riche passé de notre organisation, son rôle dynamique dans le monde en développement et sa vaste expérience, nous faisons face à de sérieux problèmes financiers et organisationnels. Nous avons accompli ensemble la réforme la plus complète jamais opérée par un organisme des Nations Unies au cours de l'histoire récente. Nous avons apporté des modifications majeures à notre situation financière; nos ressources totales ont considérablement augmenté et sont passées de 2,4 milliards de dollars EU en 2000 à 4 milliards de dollars en 2004. Nous sommes devenus, en tant qu'organisation, un catalyseur de changement qui déploie ses avoirs spécifiques de manière intelligente; nous sommes aujourd'hui dépositaires de connaissances et de meilleures pratiques en matière de développement qui font de nous des conseillers avisés, des avocats et des champions du développement axé sur les gens.

Avec la Déclaration du Millénaire de 2000 et les [Objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD), dont nous encourageons vigoureusement la réalisation et l'intégration systématique dans la pensée du développement, dans les milieux politiques et dans l'ensemble de la société civile, nous avons assisté à d'extraordinaires progrès dans la communauté du développement et à l'adoption d'un agenda mondial sans précédent visant à l'élimination de la



En décembre 2004, en tant que Président du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) et Administrateur du PNUD, M. Malloch Brown s'est rendu au Yémen. Il y a visité des projets du PNUD visant à soutenir la gouvernance locale et une école appuyée par le Programme alimentaire mondial, l'un des organismes de l'UNDG. L'octroi de rations alimentaires encourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école.

pauvreté extrême et de la faim. Les OMD apportent aux pays en développement une focalisation plus claire et des cibles précises pour les réformes de politiques qu'ils entreprennent afin de jouer leur rôle dans le pacte mondial du Millénaire, notamment pour faire des priorités de la réduction de la pauvreté, de la promotion de la gouvernance démocratique et de la primauté du droit, et de la lutte contre la corruption.

Dans les pays donateurs, où il n'y a que quelques années encore le développement n'occupait pas un rang très élevé dans l'ordre des priorités, l'agenda des OMD est inscrit aujourd'hui fermement au coeur des grandes politiques établies. C'est là, en partie, le résultat de nouvelles activités de campagnes qui ont contribué à faire des OMD non pas une déclaration comme les autres issue d'une réunion des Nations Unies comme les autres, mais tout le cadre du développement de la décennie à venir.

Le PNUD, ainsi que la Campagne du Millénaire des Nations Unies et le [Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies](#) dont le PNUD est l'hôte, a joué un rôle important pour faire progresser l'agenda des OMD, et le travail se poursuit. L'année 2005 présente aux dirigeants du monde une occasion unique d'agir de manière décisive lors du Sommet des Nations Unies consacré à l'examen de la Déclaration du Millénaire et des OMD pour assurer la réalisation des OMD d'ici 2015, notamment pour appuyer les efforts déployés à cette fin au niveau des pays. Le renforcement du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies, la poursuite de la professionnalisation de nos domaines de pratique et de nos réseaux de gestion des connaissances ainsi que l'établissement effectif de centres régionaux figurent parmi les défis que notre organisation doit relever. Je sais que le nouvel Administrateur du PNUD, Kemal Dervis, abordera ces défis avec une passion et une volonté exceptionnelles. Il fait l'apport d'une somme d'expérience précieuse : 22 ans de service à la Banque mondiale, avant de gérer le portefeuille des Finances du Gouvernement turc et de mener une restructuration historique de l'économie et de la dette nationales tout en appliquant des mesures novatrices pour atténuer l'impact des réaménagements sur les pauvres. Avec son expérience des activités de développement international et sachant l'aide dont les pays ont besoin et qu'ils peuvent trouver auprès du PNUD et d'autres, il sera, j'en ai pleine confiance, un dirigeant hors ligne tant pour la conduite des affaires intérieures du PNUD que pour la réalisation des OMD au plan mondial.

Il n'est pas de plus noble entreprise que celle de la lutte pour la justice sociale et mondiale, pour la paix et pour le développement. À l'achèvement de ma carrière au PNUD, je suis fier d'avoir travaillé pour une organisation qui s'attache à mettre ces idéaux en pratique.

Mark Malloch Brown

Mark Malloch Brown
Administrateur



Le développement est efficace : il permet à une fillette du village de Puepue (Mozambique) de faire ses études. L'école a été construite dans le cadre d'un Plan de développement local financé par le Fonds d'équipement des Nations Unies, qui est administré par le PNUD. Grâce à des stratégies de développement clairement définies, le Mozambique a réduit la pauvreté d'un tiers au cours de la décennie écoulée depuis la fin de la guerre civile. Comme d'autres pays du monde entier, il adopte à présent des plans concrets pour assurer un développement national fondamental conforme aux OMD.

2015 : 10 ans pour changer le monde

Imaginez un monde où tous les enfants ont à manger. Où tout le monde vote. Où tous les foyers sont alimentés en eau potable. Où il n'y a pas de jeunes chômeurs sans avenir qui sombrent dans le crime. C'est le monde des OMD, un monde à notre portée.

En 2000, lors du Sommet du Millénaire, les 191 États Membres des Nations Unies ont tous souscrit à la [Déclaration du Millénaire](#), accord sur les valeurs communes de la paix et de la sécurité, de la protection des droits de l'homme et de la nécessité d'un niveau de vie décent garantissant à tous leur dignité fondamentale. Issus de la Déclaration du Millénaire, huit OMD incarnant ces valeurs ont été définis pour constituer un ambitieux agenda de développement mondial. La date butoir a été fixée à 2015 et les pays ont convenu de collaborer pour atteindre une série de cibles spécifiques de manière à réduire la pauvreté et à extirper les racines de l'inégalité et de l'instabilité.

Depuis 2000, séparément et collectivement, les pays ont beaucoup fait pour déterminer ce qu'exige la réalisation des objectifs. En 2005, alors qu'il ne reste que 10 ans au calendrier des OMD, nous semblons prêts à avancer à bonne allure. Les gouvernements ont intensifié leurs efforts pour mettre en place les plans, politiques et ressources voulus pour parvenir au but, après une décennie de progrès mondial qui a vu les taux de mortalité infantile baisser et l'espérance de vie s'accroître. Et la compréhension émergente des liens indissociables qui unissent le développement et la sécurité annonce l'avènement d'une époque de partenariats mondiaux sans précédent entre les instances gouvernementales, les institutions internationales, les entités du secteur privé et les organisations de la société civile. Dans ce climat de solidarité croissante, un grand pacte est en passe de se conclure en réponse à deux grands désirs humains, désir de paix et désir de prospérité, qui se fondent en un besoin universel de sécurité humaine collective.

« Un monde prisonnier de la pauvreté ne peut être un monde de paix. »

Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies

Un élan mondial

Le temps est venu de conclure ce pacte et, en 2005, le monde se voit présenter une occasion historique de ce faire. C'est en effet l'année de l'examen quinquennal du Sommet du Millénaire, l'un d'une série d'événements qui sont appelés à intensifier l'action mondiale dans divers domaines, notamment celui des OMD. Ces événements vont de la réunion du G-8 à Gleneagles (Écosse) aux prochains entretiens ministériels de l'Organisation mondiale du commerce. Les Nations Unies, quant à elles, ont commandité la réalisation d'un certain nombre de rapports de portée historique qui tracent la voie à suivre et les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à une prospérité mondiale partagée et à un monde plus sûr pour tous. Il y a eu d'abord, à la fin 2004, la publication du rapport intitulé *Un monde plus sûr : notre affaire à tous*, où le Groupe de personnalités sur les menaces, les défis et le changement a consigné les résultats de son analyse des questions de sécurité mondiale. Le rapport visionnaire du *Projet des Objectifs du Millénaire des Nations Unies* [Investir dans le développement : plan d'action pratique pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement](#) lui a fait suite au début 2005. Le Secrétaire général des Nations Unies a enfin réuni les grandes conclusions de ces deux études dans son rapport pour l'examen du Sommet du Millénaire, [Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous](#), qui traite également de la réforme de l'Organisation, d'une envergure telle qu'elle n'avait pas été en-

développement pour examiner non plus ce qui peut être accompli au rythme actuel mais ce qui doit l'être pour réaliser les OMD.

Parmi les pays donateurs, l'aide publique au développement (APD) continue d'augmenter régulièrement : dans cinq pays, elle a déjà atteint la cible de 0,7 % du produit national brut, fixée de longue date et réaffirmée en 2002 dans le Consensus de Monterrey, issu de la Conférence internationale sur le financement du développement. Un autre groupe de pays a convenu d'aller un pas plus loin en fixant ce pourcentage cible à 1 %. On parle en certains lieux d'un nouveau Plan Marshall. Il a été convenu d'un allègement de la dette de quelque 54 milliards de dollars EU au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et l'on voit s'affirmer un mouvement qui préconise une réforme du commerce mondial dans le sens d'une ouverture et d'une équité plus grandes. Les rangs des pays donateurs se sont grossis ces dernières années du fait de l'addition des pays de l'Europe de l'Est et d'autres pays en développement en rapide progrès. Des nations du Sud adoptent des modèles novateurs de coopération au développement entre elles, dont l'effet pourrait être décisif pour la réalisation des OMD.

Si nous examinons le monde d'aujourd'hui, nous constatons que le développement peut être opérant. En fait, en notre époque marquée par la large disponibilité des technologies et des solutions pratiques, le niveau abordable des coûts et le consensus politique, il peut être plus efficace que jamais. L'agenda des OMD, qui concerne

« Si nous échouons face à la faim et à la pauvreté, quelles sont les autres causes qui pourraient nous unir ? »

Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil

visagée depuis la fondation de l'institution.

Ces événements, ainsi que d'autres, s'inscrivent dans le contexte d'une reconnaissance mondiale de plus en plus large de l'importance de la situation du reste du monde sur les plans de l'éthique, de l'économie et de la sécurité. Si nous refusons d'agir, la pauvreté d'un seul habitant de la planète constitue, en quelque sorte, un appauvrissement pour nous tous. De même, les menaces pour la sécurité, menaces de guerres ou de maladies infectieuses, se propagent et se répercutent d'un continent à l'autre avec une extraordinaire facilité.

La conscience de notre interdépendance s'est répandue parmi les dirigeants mondiaux et en couverture des revues d'information internationales; c'est cette conscience aussi qui a fait que des millions de gens touchés par les rapports de la dévastation causée par les tsunamis de l'océan Indien en décembre 2004 ont apporté leur aide aux sinistrés et que le volume de leurs contributions a, dans un premier temps, dépassé celui des secours octroyés par les gouvernements. Ce phénomène a aidé à rallier de nouveaux réseaux mondiaux et nationaux qui plaident en faveur de la lutte contre la pauvreté ainsi qu'à unir les formidables forces des campagnes de justice sociale existantes, des syndicats du travail et des groupes religieux. Il a incité les gouvernements à réorienter le débat sur le

tous les pays du globe, est un agenda ambitieux, mais dans le monde interconnecté qui est le nôtre, c'est le seul agenda souhaitable.

Embrasser l'avenir

Dans la lutte contre la pauvreté et par leurs efforts visant à la stabilité de la nation, certains pays en développement font déjà un usage optimal de leurs ressources intérieures et ils pourraient absorber des apports massifs de nouvelles ressources, que celles-ci proviennent de l'APD, de l'allègement de la dette ou des échanges commerciaux, dans l'optique du partenariat mondial envisagé dans les OMD. Ces fonds pourraient étayer les jeunes démocraties, donner un coup de pouce aux services publics et dynamiser l'économie toute entière ce qui leur permettrait d'atteindre les OMD d'ici 2015. Dans les pays qui ont fait la preuve de leur aptitude à bien gérer leur développement, les donateurs internationaux accroissent déjà leurs appuis directs au budget national, plutôt que d'éparpiller l'aide sur de multiples projets gérés par divers donateurs. C'est là une mesure qui soutient les initiatives nationales, qui réduit les charges administratives et qui signale l'avènement d'une collaboration internationale plus équitable.

Mais tous les pays ne partent pas des mêmes bases. Certains, nombreux, où un pourcentage élevé de la population vit dans une

pauvreté extrême, se heurtent à un obstacle fondamental, à savoir leur incapacité de gérer efficacement les ressources disponibles et, a fortiori, de nouvelles ressources, pour atteindre les OMD. Défi plus profond que celui-là, mais qu'il est impératif de relever.

L'expérience que nous apporte, au PNUD, notre présence sur le terrain dans 166 pays, nous dit que le développement a ses chances, avec les appuis voulus, même dans les situations les plus difficiles. Il s'agit avant tout de cibler les éléments de base de la bonne gouvernance et de l'équité sociale. Sans emplois et sans voix au chapitre dans les décisions qui façonnent leur existence, les gens ne peuvent pas contribuer à l'élaboration d'une nation saine et prospère. Coupés de l'économie mondiale et s'efforçant de faire face aux pertes de main-d'œuvre dues au VIH/sida, aux faiblesses institutionnelles et au fardeau écrasant de la dette, les pays n'ont pas les capacités requises pour créer une administration publique efficace. Lorsque les conflits surgissent, tous les problèmes de développement s'aggravent inévitablement et il s'engage alors un cycle vicieux particulièrement difficile à contrôler.

Le scénario est tout autre lorsque les pays sont en mesure de surmonter ces obstacles et de libérer le potentiel de leur population, de leurs institutions et de leurs ressources naturelles. Ils commencent alors, ce faisant, à bâtir une plate-forme d'où ils pourront atteindre les OMD. Grand avocat des OMD et réseau mondial de développement dont disposent les Nations Unies, le PNUD aide les pays et la communauté internationale à agir dans ce sens. Dans le cadre des plans nationaux et des stratégies de réduction de la pauvreté déjà formulés, il apporte son soutien aux pays pour élaborer des stratégies décennales pratiques de réalisation des OMD visant à une intensification des efforts et à l'innovation. Ces stratégies déterminent les lacunes du financement, évaluent les besoins politiques et institutionnels, définissent les mesures d'amélioration de la gouvernance et de l'administration publique et établissent les priorités en matière de services sociaux.

Le PNUD aide les pays à relier les connaissances, les ressources et les partenariats dont ils ont besoin pour appliquer ces plans, qu'il s'agisse de l'amélioration des systèmes statistiques, de raccorde-

Les Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : Éliminer la pauvreté extrême et la faim

Objectif 2 : Parvenir à l'éducation primaire pour tous

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

Objectif 6 : Lutter contre le VIH/sida, le paludisme et les autres grandes maladies

Objectif 7 : Assurer un environnement durable

Objectif 8 : Établir un partenariat mondial pour le développement

ments au réseau électrique, d'élaboration de politiques ou de coopération avec la société civile. Une fois ce processus engagé, le développement a de réelles chances d'améliorer les perspectives nationales et les conditions de vie de la population.

Le bon choix

La décennie écoulée, avec son économie mondiale florissante, a offert des possibilités sans égales aux gens de toutes les régions, depuis les succès économiques de l'Asie jusqu'à la croissance régulière qui s'est installée dans certains pays d'Afrique. Plus qu'aucune autre époque de l'histoire, elle a été aussi une décennie de démocratie : 1,4 milliard d'habitants du globe de plus ont aujourd'hui le droit de choisir leurs gouvernants. Les récents mouvements de réforme politique au Moyen-Orient autorisent un optimisme accru, comme le font aussi les appels lancés en Amérique latine en faveur d'un développement plus équitable.

Bien que porteurs d'espoir, ces changements doivent s'accélérer pour que des populations plus nombreuses puissent en bénéficier. À 10 ans de la date prévue pour la réalisation des OMD, plus d'un milliard de gens vivent encore dans une pauvreté extrême. Le creusement des disparités économiques entre les pays et au sein des pays est préoccupant. Des dizaines de nations connaissent actuellement des conflits divers et les États fragiles sont les premiers où le mécontentement général s'exprime par la confrontation et la violence.

Aux niveaux international et national, les efforts visant à réduire la pauvreté et à maîtriser l'instabilité ont toujours été intensément politiques. Ils constituent également un choix. En 2005, l'accroissement des ressources, de la volonté politique, de l'intérêt du public et des ambitions nationales sont autant de signes nouveaux et encourageants qui indiquent que le monde opérera le bon choix. Pour les populations et les pays riches comme les pauvres, les OMD sont un plan de route pour la réalisation de notre avenir commun et un instrument de changement accéléré et significatif.

Au Kosovo, le PNUD a collaboré de près avec les communautés locales pour appuyer leurs efforts de stabilisation en réparant les ouvrages d'infrastructure endommagés et en créant des emplois. Ces villageoises apportent leur concours à la tâche du retour à la paix, en creusant ici des fossés de drainage.



Le Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies : plan pratique de réalisation des OMD

En 2002, chargés de formuler un plan d'action pour assurer la réalisation des OMD, les responsables du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies ont pensé grand en visant à la complète réalisation des objectifs par tous les pays. But ambitieux qui les a amenés à poser une question fondamentale : comment y parvenir ? En 2005, le projet a présenté les résultats de trois ans de recherche dans un rapport complet qui figure parmi les propositions les plus importantes et les plus révolutionnaires émises depuis de nombreuses années concernant le développement. Concluant que les objectifs sont réalisables et d'un coût abordable mais qu'il faut agir promptement et résolument, le rapport expose un ensemble de stratégies efficaces par rapport aux coûts qui permettront, d'ici 2015, d'améliorer radicalement les conditions de vie d'au moins un milliard d'habitants de notre planète qui vivent actuellement dans la pauvreté.

Sous le parrainage du PNUD, au nom du Groupe des Nations Unies pour le développement, le rapport commandité par le Secrétaire général des Nations Unies a été conçu en vue d'une large diffusion et de son utilisation dans les stratégies nationales de développement de par le monde. Intitulé *Investir dans le développement : plan d'action pratique pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement*, il a bénéficié des contributions de plus de 250 spécialistes du développement qui ont participé au Projet Objectifs du Millénaire sous la direction de l'éminent économiste Jeffrey Sachs. Dix groupes de travail ont rédigé des rapports détaillés accompagnant le rapport général, qui sont consacrés aux grands problèmes visés par les OMD, tels que la faim, la durabilité de l'environnement et l'application de la science et de la technologie au service du développement. De vastes consultations menées auprès des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, des gouvernements des pays donateurs et des pays en développement, de la société civile et des organisations régionales ont contribué à affiner les dix recommandations finales du Projet Objectifs du Millénaire, qui représentent, dans une grande mesure, le large consensus de la communauté du développement.

« Jusqu'ici, nous n'avons pas de plan concret pour assurer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les experts qui ont contribué à cette immense entreprise ont démontré sans l'ombre d'un doute que nous pouvons encore réaliser les objectifs, à condition d'appliquer ce plan dès à présent. »

Jeffrey Sachs, Directeur, Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies

Investir dans le développement expose des idées ambitieuses. Il lance un cri de ralliement et invite à cesser de considérer comme un donné la limitation des capacités et des ressources du développement. Il s'agit au contraire pour les pays et la communauté internationale de déterminer ce qu'ils doivent faire ensemble pour atteindre les objectifs et calculer les ressources qui seront nécessaires à cette fin.

Investir dans le développement est également un appel à l'action d'urgence. Il propose des « gains rapides » résultant de mesures qui peuvent être prises immédiatement, telles que l'élimination des frais de scolarité dans l'enseignement public et l'alimentation en électricité de tous les hôpitaux. Il examine aussi les dispositifs qui doivent être mis en place dans l'immédiat pour appuyer le développement dans le moyen et le long terme, à commencer par les investissements de base dans l'infrastructure pour que les pauvres en bénéficient, par exemple dans les domaines de l'eau potable et de la fertilité des sols, et dans le capital humain, notamment par un système de santé efficace et par la mise à disposition de capacités techniques. Pour assurer un accès universel à ces investissements, il faut également garantir aux gens la pleine jouissance de leurs droits politiques, économiques et sociaux.

Financement des OMD au Ghana

Parmi les problèmes fondamentaux à résoudre figure celui de déterminer le coût de la réalisation des OMD et l'origine des ressources voulues. Au Ghana et dans quatre autres pays, le Projet Objectifs du Millénaire a oeuvré étroitement avec des organismes de recherche nationaux pour établir des évaluations des besoins qui quantifient les investissements publics annuels à effectuer et les manques de ressources intérieures.

Montants projetés en 2003 en dollars EU par habitant

Besoins d'investissement pour les OMD	2006	2010	2015
Lutte contre la faim	3	5	12
Éducation	17	19	22
Égalité des sexes	2	3	3
Santé	18	24	34
Adduction d'eau et assainissement	6	7	10
Amélioration de la vie dans les taudis	2	2	3
Énergie	13	15	18
Routes	11	10	10
Total des besoins d'investissement*	80	94	124
Total des ressources intérieures	28	38	54
Écarts de financement	52	57	70

Note : Chiffres arrondis. Les totaux peuvent différer de la somme des parties

* Comprend les interventions liées aux OMD qui n'ont pas encore été prises en considération dans les évaluations des besoins, tels que les grands projets d'infrastructure, l'enseignement supérieur et la durabilité environnementale.

Source : *Investir dans le développement : plan d'action pratique pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement*

Mais, et c'est là peut-être la chose la plus importante, *Investir dans le développement* traite de questions pratiques. Ayant analysé les obstacles qui freinent la réalisation des OMD, les auteurs du rapport indiquent ce que les pays doivent faire pour aller de l'avant et ils examinent divers trains de mesures combinées : renforcement des capacités, politiques publiques et ressources. Ils proposent une méthode par laquelle les pays en développement peuvent évaluer les étapes à parcourir pour atteindre les OMD et ils recommandent l'intégration de cette information dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Ils préconisent un accroissement de l'aide au développement en faveur des pays qui sont prêts à accroître les investissements ainsi qu'un alignement des politiques commerciales et de l'allègement de la dette sur les objectifs. Ils recommandent qu'une attention particulière soit accordée aux pays qui restent pris à un « piège de la pauvreté » dont les bonnes politiques et la bonne gouvernance à elles seules ne suffisent pas à les libérer.

Après le lancement du rapport, présidents et premiers ministres, dirigeants d'organismes internationaux et représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) ont accueilli ses conclusions avec satisfaction et les médias, depuis Al-Jazeera jusqu'au *Financial Times*, ont publié ses grands thèmes auprès de publics mondiaux. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé *Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous* a largement puisé dans la recherche du Projet Objectifs du Millénaire et a recommandé l'adoption d'*Investir dans le développement* pour plan d'action en vue de la réalisation des OMD.

Certains pays mettent aujourd'hui en application les recommandations du rapport, dont beaucoup sont fondées sur les expériences menées dans sept pays où le Projet Objectifs du Millénaire et les équipes de pays des Nations Unies ont aidé à élaborer des stratégies d'atténuation de la pauvreté : l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, la République dominicaine, le Sénégal, le Tadjikistan et le Yémen. Le PNUD, par son leadership au sein du système de développement des Nations Unies et dans ses propres programmes de par le monde, jouera un rôle de premier plan pour aider les pays à poursuivre le travail.

Éthiopie : le calcul des coûts des OMD

Le plus vieux pays indépendant de l'Afrique a connu des décennies de guerres, de sécheresses et de famines et, la paix enfin revenue il y a dix ans, a dû faire face à des tâches de développement prioritaires nombreuses et complexes. Malgré tous les efforts déployés depuis sur de multiples fronts par le Gouvernement éthiopien, les OMD, lors de leur introduction, semblaient coûteux et inaccessibles. Ils ont néanmoins été adoptés en 2002 par les autorités en tant que vision à long terme dans le cadre du premier document stratégique de réduction de la pauvreté, principal instrument du pays pour la planification du développement.

Pour appuyer ces efforts, le Projet Objectifs du Millénaire a entrepris d'œuvrer avec le gouvernement pour exécuter un programme pilote consacré à l'étude de l'intégration des cibles des OMD dans la planification des politiques publiques et visant à permettre à l'Éthiopie de déterminer les mesures à instaurer pour atteindre les cibles et de gérer les ressources nationales et internationales en conséquence.

Le programme pilote a commencé au sein des ministères et des services gouvernementaux, où les responsables officiels ont évalué les éléments spécifiques requis dans chaque secteur pour réaliser les OMD, depuis l'enseignement jusqu'au VIH/sida. Ils ont bénéficié du concours d'une équipe de pays des Nations Unies bien coordonnée, qui a affecté du personnel de chaque organisme pour participer à des réunions périodiques avec les autres partenaires au développement du Groupe de l'aide au développement, coprésidé par le PNUD et la Banque mondiale.

Le groupe a fourni des conseils techniques en continu, par exemple sur les divers moyens de détermination des coûts des programmes publics, notamment sur ceux identifiés par le Projet Objectifs du Millénaire. Il a décidé que le PNUD devrait administrer un fonds commun établi pour appuyer les recherches et d'autres activités. Et le Groupe spécial des OMD, présidé par le gouvernement et comprenant l'équipe de pays des Nations Unies et la Banque mondiale, a lancé une campagne de plaidoyer sur les OMD pour sensibiliser le public et l'inviter à l'action. Dans le cadre de la campagne qui ciblait les parlementaires, les médias, les artistes locaux et les étudiants, des affiches sur les OMD ont été apposées dans les lieux publics dans tout le pays; des sociodrames et des chansons sur les objectifs ont également été présentés. La participation de la société civile aux évaluations a été sollicitée par le biais d'une série d'ateliers et un Rapport d'avancement sur les OMD a été traduit dans les langues locales et largement diffusé dans tout le pays.

Un rapport de synthèse rassemblant toutes les informations des évaluations a été achevé en 2005. L'Éthiopie dispose là pour la première fois d'un tableau clair et complet des ressources financières et humaines et de l'infrastructure dont elle aura besoin pour réaliser les OMD. L'État devra accroître considérablement certaines

L'Éthiopie applique une méthode de planification fondée sur les OMD pour déterminer ses priorités de financement et les sources de fonds. L'accomplissement des objectifs exigera des apports du secteur public comme du secteur privé. Un exemple de contribution de ce dernier est ce poêle à éthanol dont le fabricant éthiopien espère qu'il réduira le déboisement.

de ses dépenses, notamment en santé et en éducation où il devra les quintupler. Les donateurs devront peut-être envisager de réaffecter à de nouveaux emplois certains des fonds extérieurs encore alloués en proportion excessive à l'aide humanitaire à court terme, alors que l'Éthiopie s'oriente de plus en plus vers le développement à long terme.

L'Éthiopie intégrera les résultats de l'évaluation dans son prochain document stratégique de réduction de la pauvreté, qui s'appliquera à partir de 2006, et le Groupe spécial collaborera avec différents ministères pour assurer le suivi de la stratégie par rapport aux OMD. Dans un avenir proche, le Gouvernement éthiopien pourra faire usage de cette information pour mieux guider l'emploi de ses propres ressources ainsi que pour présenter des arguments solides en faveur d'un accroissement de l'appui des donateurs. L'équipe de pays des Nations Unies, elle, s'en servira en tant que base d'une programmation commune du développement.

Le Premier Ministre Meles Zenawi a qualifié récemment les OMD de « pratiques et réalisables », reflétant ainsi la volonté du gouvernement d'investir dans des stratégies en vue de leur accomplissement. L'Éthiopie, l'un des pays les plus pauvres au monde, a beaucoup à faire d'ici 2015. Mais ses travaux sur les OMD renforcent ses aptitudes, ses ressources et sa volonté de parvenir au but.



Suivi des progrès et définition des orientations d'avenir

Pour aider les pays à planifier leur développement, notamment en l'alignant sur les OMD, le PNUD appuie la production de deux séries de rapports focalisés sur les pays et les régions : [les rapports sur les OMD](#) et [les Rapports nationaux sur le développement humain](#) (RNDH). Les rapports sur les OMD, élaborés par les équipes de pays des Nations Unies, présentent des résumés statistiques des progrès et des informations sur les perspectives de réalisation des objectifs ainsi que sur les cibles et les indicateurs. Les RNDH, l'une des grandes séries de publications du PNUD, contiennent une analyse plus détaillée de toute une gamme de tendances et d'options de politiques en matière de développement. Ces deux séries de rapports mettent en évidence les expériences nationales sous des formes utilisables à des fins de plaidoyer mondial en faveur des OMD, qui permettent de diffuser les connaissances sur les progrès possibles et les réalisations effectives.

Plus de 115 pays et régions ont produit aujourd'hui des rapports sur les OMD. Certains ont défini des cibles et des indicateurs reflétant les spécificités nationales. En 2004, le rapport du Pérou a examiné les taux de croissance économique et demandé l'application de politiques résolues pour réduire les inégalités des revenus qui menacent les progrès en matière de lutte contre la pauvreté, d'éducation et de santé de la mère et de l'enfant. Le Liban a

seignement, des organisations de la société civile et divers autres partenaires, généralement sous la direction d'institutions ou de spécialistes nationaux. Les rapports analysent des sujets nouveaux et parfois controversés qui retiennent l'intérêt du public et débouchent sur des actions rapides, notamment en vue de la réalisation des OMD.

Le RNDH 2004 de l'Égypte porte sur la décentralisation de la planification du développement dans l'un des pays du monde les plus fortement centralisés. Il fait suite à des rapports qui ont examiné les variations du développement dans 451 communautés locales et qui ont aidé le gouvernement à établir de nouveaux programmes pour améliorer l'accès aux biens et aux services de base dans 58 des régions les plus pauvres. Le dernier rapport de la Bolivie étudie les tensions sociales résultant d'une intégration encore difficile à l'économie mondiale et invite les autorités nationales à prêter une attention accrue aux questions culturelles. En Inde, un rapport infranational de l'État du Bengale occidental analyse l'effet de la réforme foncière et de la décentralisation qui ont abouti à un développement régulier pendant plusieurs décennies et se penche sur les causes des difficultés actuelles de l'intégration de l'État dans l'économie indienne en plein essor. Il présente un plan de développement humain qui met l'accent sur l'emploi et l'alphabétisation.

« Le Rapport sur le développement humain de la Bolivie est devenu, depuis plusieurs années, une carte de navigation indispensable pour repérer où nous sommes, cerner les défis à relever et nous indiquer dans quelle direction nous pouvons progresser. »

Carlos D. Mesa Gisbert, Président de la Bolivie

présenté un Indicateur des conditions de vie qui permet d'apprécier les manques nationaux plus clairement que les indicateurs mondiaux de pauvreté. La Namibie a constaté qu'elle atteindrait bientôt le but de l'éducation primaire pour tous mais que le VIH/sida constituait toujours un défi formidable. Étant donné que la Thaïlande avait déjà atteint certains des objectifs, elle a proposé une série de cibles dites des OMD + dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'égalité des sexes et de l'environnement. Elle a également présenté un rapport distinct sur l'Objectif 8, concernant le partenariat mondial.

Les RNDH, qui jouissent d'une haute réputation, examinent la situation des pays à la lumière du concept du développement humain, concept influent exposé initialement dans les Rapports mondiaux sur le développement humain publiés tous les ans, qui place les gens au centre du développement et qui préconise l'expansion de leurs choix fondamentaux et de leurs capacités pour leur permettre de vivre dans la liberté et avec dignité. Plus de 500 RNDH ont été produits par 143 pays, ainsi que 28 rapports régionaux. Leur élaboration donne lieu à une large participation réunissant des instances gouvernementales, le monde de l'en-

L'édition 2004 du [Rapport sur le développement humain dans le monde arabe](#), troisième de la série, demande une accélération rapide de la réforme démocratique dans la région. Il contient des propositions spécifiques sur de nouvelles institutions régionales en matière de droits de l'homme, des assemblées législatives plus puissantes et librement élues et des institutions judiciaires indépendantes. Le rapport de la Bosnie-Herzégovine publié tout récemment présente une analyse détaillée des OMD. Ses auteurs ont coopéré étroitement avec les officiels chargés de la préparation du document stratégique de réduction de la pauvreté, ce qui a permis d'intégrer 70 % des indicateurs localisés des OMD proposés par le rapport dans le plan de développement national.

Les rapports sur les OMD et les RNDH sont indicatifs de la volonté constante du PNUD de soutenir le leadership intellectuel dans le domaine du développement et les débats informés que doivent mener les pays et les régions en tant que bases de progrès. En fournissant des données et des analyses pratiques, les rapports offrent également des ressources importantes dont les gens peuvent se servir pour appliquer les idées et en faire des réalités.

Saisir les opportunités

Si le monde réalise les OMD ...

500 millions de gens cesseront de vivre dans l'extrême pauvreté

300 millions de gens cesseront de souffrir de la faim extrême

350 millions de gens de plus boiront de l'eau propre

30 millions d'enfants de plus vivront plus de cinq ans

2 millions de femmes de plus survivront à l'accouchement

Comment le PNUD aidera-t-il les pays à y parvenir ?

Par le renforcement des capacités, le partage des connaissances, le partenariat et le plaidoyer en faveur d'une coopération avec lui visant spécifiquement à réaliser les OMD

Le PNUD relie les gens entre eux pour améliorer leur conditions de vie par ...

Son leadership mondial

Son engagement au niveau national

et sa présence sur le terrain dans 166 pays

Ses pratiques à la pointe du progrès

dans cinq domaines de base du développement : gouvernance, pauvreté, conflits, énergie et environnement, VIH/sida

Ses réseaux mondiaux

qui réunissent plus de 12 000 spécialistes du développement

Sa réputation de partenaire de confiance

qui rassemble les gens pour le bénéfice de tous

Le renforcement des capacités : point de départ de la transformation

La capacité à planifier et à gérer l'instauration d'un développement humain est une condition essentielle de la réalisation des OMD. La plupart des pays en développement connaissent, dans une mesure variable, des difficultés en la matière : pénuries de personnel formé ou complexité excessive des dispositifs juridiques ou faiblesse institutionnelle. Toutes les formes de capacités se chevauchent. Si elles sont bien gérées, elles permettent aux pays de progresser; si elles ne le sont pas, elles constituent presque sans exception un obstacle insurmontable, même lorsque les ressources allouées au développement augmentent.

Depuis des décennies, le PNUD fait figure de chef de file dans ce domaine et aide les pays à accroître leurs capacités sur de multiples fronts. Le renforcement des capacités occupe aujourd'hui une place centrale dans les efforts que nous déployons pour aider les pays à réaliser les OMD. Dans nos cinq domaines de pratique, nous offrons des appuis aux pays pour leur permettre de se doter des bases qui autoriseront des progrès à long terme, pro-pauvres, des résultats effectifs et une répartition équitable des bénéfices.

Nous offrons une large gamme de services de renforcement des capacités : diagnostics en matière de politiques financières, détermination des coûts des OMD, intégration des stratégies de lutte contre le VIH/sida dans toute la planification du développement et formation des responsables locaux pour améliorer les prestations des services publics de base. Dans plus de 60 pays, nous appuyons les gouvernements qui axent leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté à moyen terme sur les OMD qui s'inscrivent dans le long terme. Nous aidons aussi à identifier et nous soutenons les meilleures pratiques locales qui peuvent contribuer à l'élaboration de politiques nationales complètes et appropriées.

Dans les pays en situation de post-conflit, nous sommes présents sur le terrain avant, pendant et après la survenue de la crise. Nous offrons notre assistance technique aux gouvernements et à la communauté internationale pour procéder aux évaluations des besoins qui permettent le prompt apport de ressources essentielles pour rétablir la stabilité. Nous fournissons des formations et du personnel de transition pour aider les autorités intérimaires à se mettre à l'œuvre et nous contribuons à la mise en place des réformes voulues de la gouvernance, de l'économie et de l'appareil juridique.

L'identification des faiblesses des pays et la coopération avec ceux-ci pour y remédier peuvent être des tâches délicates. Nous tirons parti pour nous en acquitter de la confiance dont nous jouissons en tant que partenaire du développement et de nos relations avec les homologues locaux à de multiples niveaux. Tous nos travaux bénéficient des recherches les plus récentes et de la plus haute qualité ainsi que des échanges d'expérience constants par nos réseaux de connaissance de portée mondiale.

Afghanistan : reconstruction de l'appareil gouvernemental

Les Nations Unies et le PNUD ont joué, avec des partenaires tels que la Commission européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni, un rôle de premier plan lors de l'élection présidentielle de l'Afghanistan en 2004. Au PNUD, le Projet des élections afghanes est devenu le plus grand projet de ce type mené au cours de ces dernières années. Plus de 9 200 équipes d'inscription ont été déployées jusque dans les régions les plus isolées pour dresser les listes électorales et 27 000 bureaux de vote ont été établis, certains en Iran et au Pakistan voisins à l'intention des réfugiés. De massives campagnes d'éducation civique ont sensibilisé le public à l'importance du vote et, le jour du scrutin enfin venu, plus de 8 millions d'Afghans ont participé à la première élection tenue dans le pays après deux décennies de guerre et ont exprimé leurs choix pour l'avenir. Rien de tout cela n'aurait été possible sans la détermination de la population afghane elle-même.

Le PNUD s'est également employé en arrière-plan à mettre en place un gouvernement efficace au service du peuple, à savoir un gouvernement suffisamment fort et stable pour unir un pays d'une pauvreté profonde, sortant tout juste de longues années de conflits dévastateurs et de gabegie, qui ne s'était guère préoccupé des OMD. La plupart des Afghans possédant des connaissances spécialisées avaient quitté le pays depuis longtemps et le système d'édu-

cation ne sera pas en mesure de les remplacer avant de longues années; par ailleurs, les ressources du jeune gouvernement, depuis le mobilier jusqu'aux systèmes de communication et aux données, étaient initialement des plus limitées.

Une première initiative du PNUD, en 2001, a consisté à établir un fonds d'affectation spéciale intérimaire pour payer les traitements des fonctionnaires immédiatement après la chute du régime taliban. Sachant l'importance essentielle de l'aide extérieure pour le relèvement du pays, et à la demande du gouvernement, nous avons mis à sa disposition un conseiller chargé de la coordination de l'aide internationale pour l'aider à gérer les flux de ressources extérieures au cours de la période de transition. Il était vital de veiller à ce que les fragiles entités gouvernementales ne soient pas submergées par les apports soudains de ressources et à ce que celles-ci soient employées à bon escient pour inspirer confiance au public.

À la fin 2003, le gouvernement a pu intégrer la coordination de l'aide au sein de son nouveau ministère des Finances, où l'emploi des ressources de l'aide peut être géré plus facilement dans le cadre du budget national. Le PNUD a aidé à préparer une équipe de spécialistes afghans à superviser le nouveau Service du budget du développement et des relations extérieures et à former le person-

UNIFEM : les droits de propriété des femmes

Jannat est une veuve kirghize qui élève seule huit enfants. Pour subvenir aux besoins de sa famille, elle avait décidé de louer un terrain pour y cultiver du riz et du coton, mais ne savait pas au juste comment procéder. Informée de la disponibilité de conseils juridiques gratuits dans le cadre d'un projet d'UNIFEM sur les droits fonciers au Kirghizistan et au Tadjikistan, elle s'est adressée à un avocat qui l'a aidée à faire d'elle une locataire en bonne et due forme et connaissant ses droits.

Les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) sont arrivés à divers stades de l'introduction de la propriété foncière privée, le Kirghizistan étant l'un de ceux qui a fait des progrès notables en matière de droits fonciers. Les femmes comme Jannat, toutefois, sont souvent négligées dans ce processus. [Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme](#) (UNIFEM), administré par le PNUD, veille à ce que les nouvelles politiques et les réformes foncières autonomisent les femmes et élargissent leurs possibilités économiques. Il s'attache tout particulièrement à sensibiliser les femmes rurales ainsi que les administrations locales et à renforcer leurs capacités au moyen de campagnes médiatiques et de cliniques juridiques.

C'est ainsi que dans des séminaires organisés dans tout le Kirghizistan, plus de 2 000 femmes et 204 administrations locales ont été informées sur les questions de propriété foncière et que quelque 12 000 personnes ont consulté des conseillers juridiques. D'après les informations recueillies lors des cliniques, UNIFEM a

aidé les juristes à formuler des amendements à la Loi sur l'aménagement du territoire, qui ont été présentés au Parlement en 2004. Au Tadjikistan, des modifications reflétant les besoins des femmes ont été apportées récemment au Code foncier.

La garantie des droits de propriété et des droits à l'héritage des femmes et des filles est l'une des priorités stratégiques énoncées par le Projet Objectifs du Millénaire pour atteindre l'OMD concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. UNIFEM a également œuvré dans le cadre général des OMD en 2004 pour accroître le respect des droits et élargir les possibilités offertes aux femmes. Une initiative pilote exécutée par le PNUD dans cinq pays, Cambodge, Kenya, Kirghizistan, Maroc et Pérou, vise à démontrer l'importance cruciale de l'intégration de l'égalité des sexes dans tous les plans de développement nationaux en rapport avec les OMD. Elle vise également à définir des modalités qui permettront de renforcer le suivi des objectifs et la fourniture de rapports sexospécifiques sur les progrès.

Dans sa publication de 2004 *Pathway to Gender Equality [Voies de l'égalité des sexes]*, UNIFEM analyse les relations entre les OMD, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Plate-forme d'action de Beijing issue de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995. La publication montre que ces accords sont des instruments fondamentaux pour assurer la réalisation des OMD pour les femmes du monde entier.

nel de plus de 30 ministères à la préparation des programmes d'investissement publics. Une base de données a été établie pour suivre l'aide extérieure et contribuer à la préparation du budget; elle couvre actuellement plus de 85 % de l'aide et le Fonds monétaire international en a récemment fait l'éloge en disant qu'elle était, à sa connaissance, la meilleure dont se soit jamais doté un pays en phase de post-conflit. Le Service du budget a tiré parti de ses nouvelles capacités pour effectuer un examen budgétaire à mi-parcours et pour concentrer l'appui sur les programmes nationaux prioritaires.

Plus récemment, par l'intermédiaire du Service afghan de gestion de l'information, le PNUD a commencé à introduire les normes de gestion des données et de l'information appliquées par les gouvernements et les entreprises du monde entier. Pour pallier le manque d'aptitudes technologiques, nous avons fourni des équipes de spécialistes internationaux et aidé les Afghans à actualiser leurs connaissances. Ces spécialistes et leurs homologues aident actuellement le gouvernement à mettre en place des systèmes efficaces pour assurer les échanges de données indispensables pour informer les processus décisionnels en politique. Quelque 18 ministères participent à des activités de planification d'aménagement routier, de gestion d'information sur les catastrophes et de suivi de programmes de santé et d'éducation, avec l'aide constante d'un réseau de développeurs de bases de données.

Aujourd'hui, l'Afghanistan est sur le point de se doter d'un nouveau parlement et le PNUD lui apporte son concours pour établir un système parlementaire moderne. En partenariat avec le Gouvernement français et l'Union interparlementaire, nous avons aidé à former du personnel qui pourra acquérir des compétences législatives pour assister les nouveaux élus. Nous soutenons également les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour créer un cadre législatif qui guidera les procédures parlementaires, pour adopter les meilleurs instruments technologiques et pour concevoir une stratégie efficace d'information publique et de diffusion.

L'Afghanistan fait face à de nombreux obstacles sur la voie de la réalisation des OMD d'ici 2015 : la moitié de sa population vit dans la pauvreté et l'espérance de vie moyenne se situe actuellement aux environs de 45 ans. Mais au vu de son passé récent, le développement de ses capacités à s'auto-gérer, notamment par une Constitution progressiste, a été pour le moins étonnant. Les pratiques de saine gouvernance qui émergent des ruines de Kaboul permettent d'attendre de solides améliorations du développement dans le pays.



Les Afghans ont réagi avec enthousiasme à la possibilité de voter et se sont présentés en masse dans les centres d'inscription et d'éducation civique, tels que celui-ci, établi par le PNUD à Djalalabad. La capacité de bien gouverner, et de le faire au nom du peuple, dépend en partie de la présence d'un électorat informé.

VIH/sida : faire face aux manques de capacités

Le VIH/sida sape les capacités des sociétés sur de multiples fronts. Il a fait des ravages dans les segments les plus productifs de la population, réduisant l'aptitude à intervenir de systèmes de santé et de services sociaux déjà débordés, à mesure que des gens de plus en plus nombreux sont frappés par la maladie. En Afrique australe, ajoutée aux sécheresses, l'épidémie contribue à entraîner la société dans une spirale de pauvreté systémique et d'insécurité alimentaire d'une gravité croissante et réduit l'espérance de vie, dans certains cas de plusieurs dizaines d'années. C'est une crise du développement qui freinera les efforts de réalisation de tous les OMD dans la région.

Devant les vastes répercussions de l'épidémie, le PNUD aide les pays les plus affectés à réduire leurs manques de capacité et à pallier les pertes et renforce leur aptitude à gérer sur le long terme. L'Initiative Capacités pour l'Afrique australe (SACI) est un exemple de l'appui que nous apportons. Nous œuvrons dans ce cadre avec neuf pays de la région et la [Communauté de développement de l'Afrique australe](#) (SADC).

Un problème urgent en Afrique australe, où le taux d'infection des adultes par le VIH dépasse 20 % dans la plupart des pays, est de trouver assez de gens pour assurer la pleine dotation en personnel

des organismes gouvernementaux et des institutions des services publics, tels que les hôpitaux et les établissements scolaires. Le PNUD œuvre avec les décideurs politiques pour examiner les directives relatives à l'affectation des enseignants, du personnel médical, des experts agricoles et d'autres membres vitaux de la fonction publique, car les règlements n'ont fréquemment pas été revus pour intégrer les nouvelles dimensions de la crise du VIH/sida. La SACI a collaboré avec l'Université de Zambie à une évaluation des capacités de divers services publics du pays, que le gouvernement utilise actuellement pour accroître l'efficacité des prestations. Au Malawi, le gouvernement a sollicité l'appui de la SACI dans le cadre d'une réforme du secteur public qui met l'accent sur la responsabilisation et le leadership.

Le PNUD agit également en équipe avec des instances gouvernementales ainsi que des ONG pour trouver de nouveaux moyens d'enrayer immédiatement les pertes de personnel qualifié. Nous avons aidé à remédier à certains manques en déployant des Volontaires des Nations Unies (VNU) nationaux et internationaux, que la Zambie, par exemple, a affectés dans ses neuf provinces et dans 23 ministères. Le Botswana, le Malawi et le Swaziland ont lancé leur propre programme local de volontaires, sur le modèle des VNU, qui fait appel à des spécialistes retraités, des travailleurs mis à pied et des diplômés au chômage.

Avec la SADC, le PNUD convoque des forums sous-régionaux pour débattre des réformes de l'enseignement afin de répondre à une demande de nouvelles compétences qui sera vraisemblablement constante. Un partenariat avec un consortium du secteur privé dirigé par la société Microsoft examine les modalités d'emploi des technologies modernes pour accroître les prestations de services, telle que le téléenseignement dans les régions isolées où le personnel enseignant fait défaut.

Au niveau mondial, un nouveau besoin de capacités liées au VIH/sida s'est fait jour. L'accès aux médicaments contre le VIH/sida reste extrêmement limité dans de nombreux pays en développement en partie du fait des complexités tenant aux droits de propriété intellectuelle, aux brevets et aux accords commerciaux



Dans les pays où les taux de VIH/sida produisent de graves pénuries de personnel, le PNUD œuvre avec les autorités pour réexaminer les règlements de la fonction publique compte tenu de l'épidémie et aide à mettre en place des bénévoles pour assurer la fourniture des services publics essentiels. En Zambie, dans un dispensaire d'hygiène de village, une volontaire fait un prélèvement de sang pour le dépistage du VIH.

internationaux. Des négociations internationales récentes ont accordé aux pays en développement une certaine latitude dans l'application du droit des brevets qui lève certains obstacles à l'importation et à la production de médicaments de qualité et d'un coût abordable. L'application de ces accords peut néanmoins être complexe et elle exige une expertise dans les domaines du commerce et de la santé publique qui n'est peut-être pas pleinement disponible dans certains pays.

Le PNUD a apporté son concours à l'expansion des capacités dans ces domaines au moyen de plusieurs initiatives. La collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a abouti en 2004 à la tenue d'un atelier dans la région andine pour les ministères du commerce et de la santé sur les options de politiques qui permettraient d'inclure systématiquement les questions de santé publique dans les futures négociations commerciales bilatérales et multilatérales. En 2005, à la demande de chefs d'État africains et en coopération avec l'Union africaine, l'OMS et le Réseau Tiers monde, le PNUD a organisé un atelier régional en Afrique. Des responsables des secteurs du commerce et de la santé de 35 pays y ont échangé les meilleures pratiques et partagé leurs expériences de l'élaboration de règlements en matière de brevets qui assurent un accès permanent aux médicaments essentiels.

Le PNUD a également aidé les pays à déterminer quelles sont leurs capacités de production de médicaments contre le VIH/sida. En 2004, nous avons appuyé une mission d'évaluation en Afrique australe qui a mis en évidence le potentiel d'amélioration de la coopération régionale en matière de production ainsi que d'achats. Nous avons aussi engagé des activités avec le Gouvernement du Brésil pour évaluer les capacités de production de médicaments génériques du pays.

Ces larges initiatives touchant aux multiples aspects du VIH/sida que sont la SACI et le programme mondial du PNUD sur le commerce et l'accès aux médicaments tirent parti des forces fondamentales de l'organisation : son aptitude connue à aider les gens et les pays à œuvrer collectivement pour résoudre les problèmes complexes, à partager les connaissances spécialisées et les expériences diverses et à favoriser les processus dynamiques qui soutiennent l'espoir ainsi que la vie.

Cinq pratiques au service de la réalisation des OMD

Les cinq pratiques du PNUD offrent des services dont les pays peuvent tirer parti pour atteindre les OMD.

Gouvernance démocratique

- Appui aux politiques
- Systèmes et processus électoraux
- Justice et droits de la personne
- E-gouvernance et accès à l'information
- Décentralisation, gouvernance locale et développement urbain/rural
- Réforme de l'administration publique et mesures anti-corruption

Réduction de la pauvreté

- Rapports des pays sur les OMD et suivi de la pauvreté
- Réforme des politiques pro-pauvres pour atteindre les cibles des OMD
- Initiatives locales de lutte contre la pauvreté, notamment par la microfinance
- Mondialisation mise au service des pauvres
- Développement du secteur privé
- Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes
- Mise des technologies de l'information et des communications au service des pauvres

Prévention des crises et relèvement

- Prévention des conflits et établissement de la paix
- Relèvement
- Réduction des armes légères, désarmement et démobilisation
- Action anti-mines
- Réduction des catastrophes naturelles
- Initiatives spéciales pour les pays en transition

Énergie et environnement

- Stratégies pour un développement durable
- Gouvernance de l'eau
- Services énergétiques durables
- Gestion des terres pour lutter contre la désertification et la dégradation des sols
- Conservation et utilisation durable de la biodiversité
- Planification de la lutte contre les substances appauvrissant la couche d'ozone et les polluants organiques persistants

VIH/sida

- Leadership et renforcement des capacités
- Planification du développement axée sur le VIH/sida
- Plaidoyer et communication

République centrafricaine et Niger : la recherche de services communautaires

D'après l'Indicateur du développement humain, selon lequel le PNUD évalue chaque année la situation du développement, la Norvège se classait en 2004 au premier rang sur 177 pays, la République centrafricaine au 169e rang et le Niger au 176e. Ces deux pays d'Afrique ont connu de longues années de conflit. La plupart de leurs habitants s'efforcent de gagner leur vie dans des communautés rurales d'une extrême pauvreté. Les deux pays ont atteint aujourd'hui un degré de stabilité suffisant pour tenir des élections régulières, aux niveaux national et municipal pour le Niger. Mais pour s'approcher de la réalisation des OMD et pour maintenir une paix fragile, ils devront effectuer des investissements substantiels et soutenus afin de développer leurs capacités sociales, économiques et politiques de base.

L'atténuation des effets les plus brutaux de la pauvreté extrême commence souvent par l'accroissement des aptitudes à fournir des services de base qui améliorent les moyens d'existence et la santé. Le PNUD a œuvré avec les communautés locales centrafricaines et nigériennes pour assurer ces prestations et avec les instances nationales pour mettre en place les politiques qui, à terme, favoriseront et élargiront l'accès aux services.

En République centrafricaine, seul un très petit pourcentage de la population est alimenté en électricité, le reste ayant recours au bois et au charbon. Quand le PNUD a rencontré les responsables du ministère de l'Énergie pour examiner la question, ils ont déclaré que l'incapacité de payer des pauvres était l'obstacle qui s'opposait à leur alimentation en électricité. Le PNUD a présenté des exemples de projets énergétiques pro-pauvres exécutés dans d'autres régions du monde et a organisé une série de réunions entre les responsables ministériels de haut niveau et les dirigeants de communautés rurales dans les villages. Les réunions ont eu lieu après le coucher du soleil et ont commencé par la projection de films; c'était la première fois que les membres des communautés constataient les avantages de l'électrification et la première fois aussi pour beaucoup des officiels qu'ils assistaient à des réunions le soir. Au cours du long entretien qui a suivi avec les représentants des autorités, les villageois ont fait remarquer que, 45 ans après l'indépendance, ils avaient le droit d'être reliés au réseau national.

Le PNUD a compilé les informations issues de ces réunions pour formuler un projet de politique énergétique pour les pauvres des régions rurales. En 2004, le gouvernement a formé un comité ministériel chargé des problèmes de l'accès à l'électricité en milieu rural et a adopté une politique énergétique nationale, contenant l'engagement d'accroître l'accès rural à l'électricité de 10 % au cours des 10 années à venir. Des entreprises privées locales et la Commission nationale de l'électricité ont déjà entrepris des investissements d'infrastructure pour électrifier tout le sud-ouest du pays et certaines communautés rurales ont agi de leur côté, notamment par la mise en place de systèmes de microcrédit appuyés par le PNUD.

Au Niger, l'un des problèmes les plus pressants est celui du manque d'eau. Le Sahara occupe les trois quarts du pays et les pénuries d'eau ont causé dans le passé des affrontements et des

conflits. Étant donné qu'une meilleure gouvernance locale contribue à l'amélioration des services publics, le PNUD a œuvré étroitement avec les autorités nationales pour formuler un cadre conceptuel et juridique des services gouvernementaux décentralisés. Après les élections locales de 2004, étape importante de la décentralisation, nous aidons à présent à renforcer les capacités des élus locaux, notamment par la formation à la supervision des travaux publics.

Cet effort fait fond sur une initiative antérieure par laquelle le PNUD a appuyé la création de comités locaux de l'eau dans plus de 1 000 villages, en partenariat avec la Commission européenne, la Banque africaine de développement et la Direction du développement et de la coopération suisse. Les membres des comités ont appris à gérer les réserves communautaires de manière bénéfique pour la population comme pour l'environnement. Dans le village d'Allimboulé, par exemple, l'étang local était envasé et pollué par les eaux usées. Avec le concours du PNUD, les villageois l'ont dépollué et une équipe du comité de gestion de l'eau assure son entretien quotidien, notamment pour éliminer les carcasses d'animaux, tandis que les femmes, après avoir suivi une formation appropriée, ont planté des brise-vent pour lutter contre l'envasement. L'étang a été peuplé de poissons et la coopérative piscicole qui en assure l'élevage a alloué certains de ses bénéfices à l'irrigation de terres, démontrant ainsi la valeur des investissements créatifs et ciblés, lesquels apportent à la population de multiples options ainsi que les capacités requises pour en tirer parti.



Dans un village du Niger, ayant appris à assurer le nettoyage et l'entretien de l'étang local, les habitants ont pu trouver de nouveaux moyens d'existence, notamment par l'établissement d'une coopérative piscicole.

Les connaissances : un monde de solutions partagées

Les problèmes de développement liés aux OMD sont, certes, complexes mais rien n'oblige à essayer de les résoudre isolément, en particulier dans le monde interrelié qui est le nôtre. Le PNUD possède un corpus de connaissances parmi les plus vastes au monde en matière de développement. Il a donc investi dans l'établissement de réseaux mondiaux pour recueillir les connaissances et les diffuser aussi largement que possible, accroissant ainsi les bénéfices apportés par ses interventions en de multiples lieux à un grand nombre de gens. Reliant les pays, les régions et la communauté mondiale, ils constituent une riche source d'expériences provenant du Nord comme du Sud qui sont d'une importance essentielle pour la réalisation des OMD.

Les réseaux, qui réunissent plus de 12 000 professionnels du développement du PNUD et d'organismes extérieurs, fonctionnent en communautés virtuelles dont les membres peuvent trouver des conseils techniques et politiques à fournir aux gouvernements et aux autres partenaires, échanger des informations sur les actions efficaces et sur celles qui ne le sont pas et trouver des résultats de recherches et les coordonnées d'experts susceptibles d'intervenir. Cinq réseaux sont consacrés à nos pratiques; un autre rassemble les spécialistes de la gestion et une demi-douzaine d'autres portent sur des questions transversales telles que l'égalité des sexes et les OMD.

Des réseaux supplémentaires relient les gens qui travaillent au sein de régions spécifiques ou sont consacrés à des problématiques particulières relevant de nos pratiques. En 2004, [Capacités 2015](#), initiative du PNUD qui vise à la réalisation des OMD en coopération avec des partenaires locaux au niveau communautaire, a lancé le [Réseau d'information et d'apprentissage](#), que les membres de communautés, les entreprises et les groupes de la société civile peuvent utiliser pour accéder aux connaissances sur le développement durable. Les bureaux de pays du PNUD sont également de plus en plus nombreux à établir des réseaux nationaux.

La transformation du PNUD en une « organisation de connaissances » n'a pas échappé à d'autres organismes. C'est ainsi que le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies adapte certains éléments de notre approche à son propre réseau. La Banque mondiale, l'Agence canadienne de développement international et le groupe non gouvernemental CARE ont manifesté un vif intérêt pour nos réseaux. En 2004, un groupe d'examen extérieur formé de quatre grands spécialistes des réseaux s'est déclaré particulièrement impressionné par l'énergie et la réactivité de nos réseaux. « Le système du PNUD, peut-on lire dans son rapport, est remarquable et indicatif d'une culture qui traite avec passion les questions de développement. »

CEI : conseils de politique pour les démocraties émergentes

Les pays de l'Europe du Centre et du Sud-Est et de l'ex-Union soviétique sont généralement sur la bonne voie pour atteindre les OMD. La plupart sont passés par la période la plus incertaine de leur transition politique et économique; huit d'entre eux ont accédé à l'Union européenne et trois autres ont engagé le processus d'adhésion. Il subsiste cependant dans certains cas de larges disparités dans la région et au sein des pays, et même ceux qui ont fait le plus de progrès affinent encore leurs capacités en tant que nations démocratiques. Par l'apport de connaissances et d'expertise politique, notamment aux pays encore relativement isolés jusqu'à une date récente, le PNUD contribue à combler les lacunes restantes en matière de développement. Nous œuvrons à cette fin par l'intermédiaire de nos bureaux de pays et de notre Centre régional de Bratislava, où 30 spécialistes de politique encouragent un échange permanent d'idées et d'expériences efficaces dans la région.

Les publications du PNUD aident souvent à informer la pensée nationale et régionale. En Ukraine, où la Révolution orange a intensifié les appels en faveur d'une démocratie accrue et d'une élimination de la corruption, le PNUD a assemblé une équipe de spécialistes des Nations Unies et d'autres institutions pour élaborer une étude intitulée *Propositions faites au Président : nouvelle vague de réformes*. Celle-ci insiste sur le fait que malgré la croissance rapide du secteur privé, les progrès s'enrayeraient si l'Ukraine n'instaurait pas des



« Les publications du PNUD sont d'une utilité précieuse pour moi parce qu'elles comparent la situation locale à celle des pays environnants, parce que leurs méthodes sont très solides et parce qu'elles sont objectives, neutres et indépendantes des vues slovaques intérieures. »

Klará Orgovánová, Représentante plénipotentiaire des communautés romanis, République slovaque

réformes politiques de grande envergure sur de multiples fronts. Le nouveau plan d'action du gouvernement, *Vers le peuple*, a adopté de nombreuses recommandations de l'étude et divers ministères en ont fait un instrument de planification stratégique.

Le Centre régional de Bratislava a produit une série de rapports sur les OMD pour la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, qui signalent que dans le contexte de la prospérité générale, des mesures plus nuancées de la pauvreté mettent en évidence de larges disparités au sein des pays, tout particulièrement pour les minorités ethniques telles que les Roms. Tous ces pays sont membres de l'UE qui exige l'application de mesures d'inclusion sociale actives. Ils utilisent tous aujourd'hui les analyses contenues dans les rapports pour formuler de nouvelles politiques. Au début 2005, huit pays de la région se sont engagés à participer à la Décennie de l'inclusion des Roms, premier accord de coopération visant à améliorer les conditions de vie de ce groupe ethnique en Europe. L'accord fait suite à une étude menée par le PNUD dans 10 pays qui a abouti à la compilation la plus complète de données sur les Roms et les problèmes de développement, notamment ceux qui sont pris en compte par les OMD.

L'étroite collaboration entre les bureaux de pays et le centre régional du PNUD a permis de fournir aux gouvernements de la région des appuis pratiques, notamment pour la formation de fonctionnaires à l'élaboration de budgets, à l'établissement de règles et règlements et à la mise en œuvre de réformes de politiques. Un programme de formation de fonctionnaires hautement spécialisés en Géorgie fait fond sur une initiative précédente d'octroi de suppléments de traitements de durée limitée pour améliorer la qualité du personnel administratif de l'État et réduire la corruption. Partenariat conclu entre le PNUD, la Fondation Soros et l'Agence suédoise de développement international, ce programme a réuni

Les recherches du PNUD au niveau régional ont contribué à déterminer et à faire connaître l'ampleur des disparités auxquelles font face les Roms en tant que groupe ethnique, même dans des pays d'Europe centrale et orientale à haut niveau de vie. Des habitants d'une communauté romani du village de Zebra, dans l'est de la Slovaquie, fendent des bûches derrière leur masure.

plus de 30 millions de dollars de sources publiques et privée, après un investissement initial de 3 millions de dollars.

Un manuel du PNUD exposant les moyens à appliquer pour que les allocations budgétaires nationales bénéficie équitablement aux hommes comme aux femmes est utilisé dans toute la région et l'Académie russe d'administration publique a inscrit un cours obligatoire sur le sujet à son programme d'enseignement. Nous avons également conseillé des organismes nationaux de statistique sur la définition d'indicateurs et la désagrégation de données pour mieux mesurer la situation des femmes, étant donné que de nombreux problèmes concernant celles-ci sont sous-déclarés ou passent inaperçus. Un réseau régional relie aujourd'hui les responsables de différents bureaux nationaux de statistiques chargés de la parité hommes-femmes. L'Ukraine a prévu des dispositions relatives aux données dans sa Loi sur l'égalité des sexes. Un atelier de 2004 tenu en coopération avec la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies et l'Agence de développement internationale des

États-Unis a été consacré spécifiquement aux statistiques sexospécifiques pour les pays de l'Asie centrale. Le Kirghizistan a entrepris depuis la formulation d'une politique nationale sur les statistiques désagrégées par sexe.

L'une des interventions notables du Centre de Bratislava concerne les travaux avec les nouveaux membres de l'UE pour établir des mécanismes d'octroi de l'APD, ainsi qu'y sont astreints les pays de l'Union. Le PNUD a collaboré avec la Slovaquie pour créer un fonds d'affectation spéciale pour les projets étrangers et a notamment eu recours à des experts tchèques pour formuler les directives relatives à l'octroi de l'appui. Le fonds a financé 37 projets en 2004, dans des pays tels que l'Afghanistan, le Belarus, l'ARY de Macédoine, la Mongolie et le Soudan. En Pologne, nous avons conseillé le ministère des Affaires étrangères sur une campagne médiatique visant à rallier l'appui du public en faveur de l'octroi d'APD, concept nouveau pour les Polonais qui, pendant des années, ont été du côté des bénéficiaires.

Les réseaux : réponses rapides pour les pays

Un nombre croissant de nos partenaires ont recours à nos réseaux pour obtenir des réponses rapides aux questions relatives au développement. Ayant reçu une demande d'aide du Gouvernement bolivien en vue de l'élaboration d'une loi de décentralisation des services sociaux, notamment de santé et d'éducation, le bureau de pays du PNUD a fait usage des réseaux pour se renseigner sur ce type de projet. En quelques jours, il a obtenu des réponses signalant des expériences analogues en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Kenya et en République de Corée et mettant en garde contre les dangers d'une décentralisation trop rapide. Le projet de loi a été élaboré par le gouvernement en collaboration avec le PNUD et la loi adoptée prévoit une décentralisation graduelle.

En Azerbaïdjan, le gouvernement a sollicité les conseils du PNUD pour créer un organisme de promotion des exportations. Là aussi, le bureau de pays s'est renseigné au moyen des réseaux sur les expériences d'autres pays et, fort de ces informations, a recommandé aux autorités d'intégrer le nouvel organisme au sein d'un office de promotion des investissements déjà en place. Cette solution permettrait aux deux entités de collaborer étroitement pour traiter des questions les intéressant toutes deux. Après examen, le gouvernement a convenu que c'était effectivement la meilleure façon de procéder.

Le Gouvernement de Maurice a eu recours aux réseaux pour formuler un nouveau Code de la famille et a bénéficié ainsi des expériences du Maroc, de la Mauritanie, de l'Ouganda, du Pakistan et du Sénégal en matière de prise en compte des droits des femmes. La République démocratique populaire lao s'est servie des expériences disponibles par les réseaux pour élaborer les messages d'une gigantesque campagne médiatique en faveur des OMD. Le Guyana en a fait de même pour formuler une loi établissant une commission électorale et pour guider les médias contrôlés par l'État.

« Le PNUD a mis en place un processus extrêmement puissant qui va au-delà de tout ce que j'ai vu ailleurs dans le secteur public comme dans le secteur privé. »

Geoff Parcell, responsable de la gestion des connaissances chez BP et membre d'une équipe d'experts examinant les réseaux des connaissances du PNUD

En Inde, le PNUD dirige l'équipe de pays des Nations Unies qui a entrepris la création d'un réseau national par l'entremise duquel les organismes de développement, les organismes gouvernementaux de tous niveaux et les ONG peuvent s'informer mutuellement des nombreux projets de développement novateurs exécutés dans le pays. En Ouzbékistan, une demande adressée aux réseaux du PNUD a amené les membres de l'équipe de pays à s'inspirer de l'expérience de 10 autres pays pour formuler conjointement avec le gouvernement, le secteur privé et la société civile un projet de renforcement des capacités nationales en matière de statistique. Le PNUD dans son ensemble a fait usage de ses réseaux mondiaux pour façonner ses directives de programmation pour venir en aide aux jeunes de plus en plus nombreux qui sont affectés par les conflits. Un appel interne aux « votes » pour orienter le choix du thème du Rapport mondial sur le développement humain 2006 a recueilli près de 1 000 réponses, certaines accompagnées de commentaires détaillés, qui n'auraient pas pu être aussi facilement communiqués dans le passé.

Timor oriental : une nouvelle nation bénéficie de l'expérience mondiale

La lutte du Timor oriental pour accéder à l'indépendance a causé des ravages dans le pays dont la population est l'une des plus pauvres de l'Asie. Lorsqu'il s'est agi de se doter d'institutions gouvernementales et de gérer son économie, le nouveau pays s'est tourné vers le PNUD. Nous avons immédiatement puisé dans les connaissances acquises dans le monde entier pour aider le Timor oriental à s'orienter vers la paix et à développer les capacités nécessaires à la réalisation des OMD.

Parmi les faits marquants de 2004 figure l'adoption de la Loi sur la fonction publique conçue pour assurer une gestion équitable du secteur public. Durant l'élaboration du projet de loi, le PNUD a organisé un voyage d'étude pour permettre aux responsables estonimorais d'examiner les lois analogues adoptées en Australie, en Malaisie et à Singapour. Il a ensuite fait appel à des juristes internationaux pour analyser le projet de loi, notamment des membres de l'Institut national de l'administration publique du Portugal. Sur ces bases juridiques fermes, le ministère de l'Administration de l'État a pu valider les dossiers de plus de 11 000 fonctionnaires, première étape de la mise en place d'un système informatisé de gestion du personnel. Le PNUD continue de fournir son aide par l'entremise de 180 conseillers internationaux auprès des institutions de l'État pour encadrer les fonctionnaires. Nous soutenons également l'Institut national de l'administration publique et le renforcement de ses

capacités de formation de fonctionnaires dans le cadre d'un accord avec le Collège de la fonction publique de Singapour.

Aux fins d'accroître les capacités de supervision du pouvoir législatif, le PNUD a offert de dispenser une formation aux parlementaires et a élaboré un manuel pratique de budgétisation exposant la composition du budget national, le cycle budgétaire et les instruments de supervision parlementaire. Le manuel a été largement utilisé au cours des débats budgétaires pour l'exercice 2004/2005. Le parlement s'est montré plus assertif à cette occasion et a insisté plus fermement auprès du pouvoir exécutif pour que celui-ci se conforme aux directives parlementaires relatives aux dépenses publiques.

Durant la préparation des élections locales de 2004 et 2005 au Timor oriental, le PNUD a fait appel à des spécialistes australiens, brésiliens, mexicains et péruviens pour appuyer le processus. Des voyages d'étude ont permis aux responsables du Secrétariat technique de l'Administration électorale, institution nationale chargée de l'organisation des élections, de tirer des enseignements d'expériences analogues au Cap-Vert, à Fidji, aux Philippines et en Thaïlande. Le PNUD a également fait l'apport d'analyses comparatives effectuées par des experts au Brésil, au Cap-Vert et en Ouganda pour informer une évaluation des options locales en matière de gouvernance dans l'optique d'une décentralisation gouvernementale.

D'autres spécialistes, pour la plupart d'autres pays en développement, ont participé à des projets visant à améliorer les moyens d'existence. Une initiative pilote exécutée dans deux villages a augmenté de 400 % le rendement semencier du riz après des recherches spécialisées et une formation dispensée aux agents de vulgarisation de district. Un autre programme, reposant sur une étroite concertation entre le gouvernement et les communautés et guidé par une équipe de gestion internationale bénévole, a bénéficié à des milliers de gens auxquels il a apporté des emplois, une formation professionnelle et des services de base tels que des écoles et des services d'irrigation. Une équipe de recherche internationale a étudié cette initiative novatrice, dont les données sont à présent disponibles par les réseaux du PNUD. Après avoir bénéficié de la diffusion de connaissances acquises hors de ses frontières, le Timor oriental a ainsi commencé, à son tour, à contribuer au processus.



Dans des domaines aussi variés que les élections et l'agriculture, le Timor oriental tire parti des connaissances d'autres pays du monde, souvent d'autres pays en développement, dans ses efforts de fondation de la nation. Les soldats peuvent maintenant hisser le drapeau national fièrement devant le siège du Parlement à Dili, la capitale. Les parlementaires figurent parmi les Est-Timorais qui bénéficient d'un renforcement de leurs capacités.

Les partenariats : efforts collectifs pour une cause commune

Visant à instaurer un monde libre, sûr et prospère, les OMD prévoient la formation de partenariats et la prise de responsabilités. Les partenariats sont nécessaires car, comme l'a souligné l'actualité récente, aucun pays ni aucune institution ne peuvent réussir en agissant isolément. Le succès exige également que les communautés nationales et mondiale prennent leurs responsabilités et s'engagent conjointement à agir.

Au PNUD, notre appui en faveur des OMD situe les partenariats au cœur de tous nos travaux. Parmi nos partenaires figurent des gouvernements, d'autres organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organismes bilatéraux, le secteur privé et la société civile.

Les pays pris au piège de la pauvreté du fait de déficits de capacités nous demandent d'intervenir pour forger des partenariats qui offrent des connaissances, des ressources et de nouvelles façons de procéder. Dans les nations divisées par les conflits, notre réputation d'impartialité nous aide à rassembler des groupes disparates pour entreprendre la tâche délicate de s'entendre sur les priorités du développement, ce qui est souvent un premier pas essentiel sur la voie du rétablissement de la paix.

Dans tous les pays et dans toutes les régions, nous tirons parti de notre présence mondiale pour réunir des partenaires d'horizons aussi divers que nombreux qui partagent leur expertise, examinent les possibilités de co-entreprises et élaborent des solutions aux problèmes transfrontières dans des domaines tels que la gestion de l'environnement et la sécurité alimentaire. Au PNUD, nous savons de longue date que ces relations coopératives, soigneusement établies, renforcent le potentiel de progrès en libérant les énergies collectives pour résoudre les problèmes communs.

« De quoi avons-nous besoin de la part des pays développés ? De trois choses seulement : d'appuis pour l'infrastructure, de marchés et de solidarité. La solidarité comprend l'amitié, les partenariats et la compréhension et le respect mutuels. »

Luisa Diogo, Premier ministre du Mozambique

Le secteur privé : de la pauvreté à la prospérité

En 2003, sur la recommandation du PNUD, les Nations Unies ont formé la Commission du secteur privé et du développement. Cette commission de haut niveau, co-présidée par le Premier ministre du Canada Paul Martin et l'ancien Président du Mexique Ernesto Zedillo, a publié en 2004 un rapport novateur intitulé *Libérer l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres*, exposant les résultats d'une étude du pouvoir du secteur privé, seulement celui des grandes entreprises en vue mais aussi celui des millions de petites entreprises locales qui emploient et qui servent la plupart des pauvres du monde. Ces dernières pourraient jouer un rôle essentiel pour accélérer la croissance économique et la porter aux taux dont beaucoup de pays en développement auraient besoin pour réaliser les OMD. Mais leur potentiel a souvent été négligé.

Le rapport propose que les gouvernements, les entreprises, la société civile, les organisations du travail et les organismes de développement œuvrent de concert pour répandre la prospérité à la base de la pyramide économique mondiale. De nombreuses petites entreprises dynamiques, si elles bénéficiaient d'une réglementation assouplie, de systèmes juridiques équitables et d'un accès élargi aux ressources financières, prospéreraient. Ce faisant, elles transformeraient les communautés paupérisées en leur apportant des emplois et des services.

Le PNUD encourage aujourd'hui les pays à appliquer les recommandations du rapport. Lors de son sommet de Sea Island en 2004, le Groupe des 8 a donné son aval à *Libérer l'entrepreneuriat* et a émis un plan d'action contenant une série de recommandations à l'intention des pays développés et en développement. Dans plus de 25 pays, le PNUD a aidé à organiser le lancement national du rapport. Lors de l'un d'eux, en Bosnie-Herzégovine, des pourparlers ont été engagés entre l'Association des employeurs et le gouvernement sur la réduction des coûts résultant de la complexité des règlements, des taux d'imposition élevés et du manque de financement. En Asie du Sud, lors d'un lancement régional parrainé par la Confédération de l'industrie indienne et le PNUD, des hommes d'affaires et des représentants du gouvernement de sept pays ont débattu de l'amélioration des politiques pour les petites entreprises et de l'identification des créneaux de marché. Un projet pilote exécuté dans l'État du Tamil Nadu (Inde) a mis en rapport des représentants de compagnies d'assurance et des villageoises pour examiner les perspectives de l'aménagement de plans de microassurance adaptés spécifiquement aux besoins des entreprises rurales et qui réduirait leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux revers économiques.

Plus généralement, le PNUD est fermement convaincu, de longue date, de l'importance de la prospérité du secteur privé pour



Dans tout le monde en développement, les marchés tels que celui-ci, à Huambo (Angola), sont des centres d'activité entrepreneuriale. Avec l'appui voulu, les microentreprises peuvent apporter des contributions considérables à l'accélération de la croissance économique.

« L'esprit d'entreprise est partout. Il n'est pas besoin de l'importer. Rendez-vous dans la plus petite ville du pays le plus pauvre un jour de marché : vous verrez le secteur privé à l'œuvre. »

Paul Martin, Premier ministre du Canada et co-président de la Commission du secteur privé et du développement des Nations Unies

réduire la pauvreté. Nous mettons actuellement à l'essai un nouveau type de relations entre les entreprises et les Nations Unies. Notre Initiative de développement d'entreprises durables [dite *Growing Sustainable Businesses*], par exemple, rassemble des entreprises, des ONG et des administrations locales selon une démarche novatrice favorable au développement et dégagant des bénéfices commerciaux. En Tanzanie, cette initiative a réuni Unilever, l'Alliance mondiale pour la nature, l'Organisation de développement des Pays-Bas et le Centre mondial d'agroforesterie. Ces partenaires œuvrent avec des communautés et des entreprises locales pour cultiver des arbres de l'espèce *Allanblackia*, qui produit des graines utilisées dans la fabrication de savon et de margarine, en tant que

source de revenus et d'emplois locaux. La société Ericsson connecte des communautés rurales par des systèmes de télécommunications à faible coût, tout en menant des recherches sur de futurs produits susceptibles de répondre aux besoins de ce marché. Le groupe d'ingénierie helvético-suédois ABB s'est joint au Fonds mondial pour la nature pour participer à un projet d'électrification rurale qui tire parti du travail de développement social précédemment réalisé par celui-ci. Dans les villages alimentés en électricité, les enfants obtiennent de meilleurs résultats scolaires du fait qu'ils peuvent s'éclairer pour faire leurs devoirs à la maison le soir.

L'Initiative de développement d'entreprises durables est un programme cadre actuellement en place dans sept pays d'Afrique,

FENU : à petits investissements grands résultats

Le **Fonds d'équipement des Nations Unies** (FENU), administré par le PNUD, fournit son aide aux pays les moins avancés (PMA). Il investit dans des initiatives visant à atténuer la pauvreté et à réaliser les OMD dans deux domaines de programme : la microfinance et le développement local.

En tant que fonds d'investissement de capitaux exposé à des risques, le FENU recourt à des partenariats pour accroître les résultats et développer ses programmes pilotes. Au Mozambique, par exemple, il a travaillé avec les instances gouvernementales nationales et locales, des organismes bilatéraux de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suisse, la Banque mondiale et le PNUD pour mobiliser plus de 11 millions de dollars afin d'étendre la portée d'un de ses programmes pilotes sur le renforcement des administrations locales. Le programme, entrepris dans un premier temps dans la province de Nampula dans le nord du pays, encourage la participation active des populations locales à la planification du développement. Il a maintenant été étendu à plusieurs autres provinces mozambicaines.

Conjointement avec le PNUD, le FENU a lancé récemment une initiative ambitieuse d'une durée de sept ans, dotée de 42 millions de dollars, qui appuie les efforts déployés par des pays africains pour relancer leur économie selon des modalités qui atteignent les segments pauvres et à faibles revenus de la population. Les activités spécifiques entreprises à cette fin comprennent une évaluation des secteurs financiers, l'apport d'appuis de politique et le renforcement des options de microfinance. Parmi les partenaires du programme figurent le groupe bancaire KfW et l'ONG Cordaid.

Conjointement avec le Département des affaires économiques

et sociales des Nations Unies, le FENU fait fonction de coordonnateur de l'**Année internationale du microcrédit** en 2005. À ce titre, il a établi des partenariats avec plusieurs entreprises du secteur privé, notamment Citibank, ING et Visa, en coopération avec lesquelles il s'attache à sensibiliser le public à l'importance de la microfinance en tant que composante intégrale de l'équation du développement. Parmi les activités entreprises figurent l'établissement de comités nationaux dans le monde entier pour coordonner les actions de plaidoyer locales, un processus de dialogue international dit « **Campagne du Cahier bleu** » visant à identifier les principaux obstacles et les possibilités de promotion de secteurs financiers inclusifs, l'octroi de prix mondiaux pour reconnaître les contributions des petits entrepreneurs au développement économique local et la création d'une boutique en ligne pour vendre des produits fabriqués par des microentreprises (www.shopmicro.org).

Au début 2005, le Conseil d'administration du FENU a exprimé son appui résolu en faveur de l'apport de contributions du fonds en vue de la réalisation des OMD dans les PMA et il a demandé un renforcement des capacités du fonds pour s'acquitter de ce mandat. Le FENU a redéfini depuis son plan d'activités pour répondre de manière plus efficace aux besoins de ses PMA clients et de ses partenaires, compte tenu de ses contraintes budgétaires et de l'importance croissante des ressources autres que les ressources de base. Le fonds a réduit ses coûts administratifs de manière appréciable par une intégration plus étroite de ses travaux avec ceux du PNUD, ce qui lui permet de mieux tirer parti des programmes conjoints PNUD-FENU exécutés dans les PMA, de les optimiser et d'en accroître la valeur.



La base de la pyramide économique mondiale est aussi large que diverse; des milliards de gens, tels que ces marchands de fleurs de Calcutta (Inde) y trouvent une source de revenus et de services.

dont l'expansion est prévue prochainement dans d'autres régions. Au sein des divers pays, d'autres programmes du PNUD encouragent également la formation de partenariats avec le secteur privé. Au Mexique, nous coopérons étroitement avec le gouvernement et l'Association nationale des manufacturiers pour renforcer la chaîne d'approvisionnement entre les petites entreprises et les grandes, mesure susceptible d'accroître la compétitivité de toute l'économie. Les entreprises qui emploient moins de 250 personnes génèrent 42 % du produit intérieur brut du Mexique, mais leurs relations commerciales avec les grandes entreprises et les marchés sont souvent peu efficaces. Nous nous sommes efforcés, par un processus de consultation, de résoudre des problèmes tels que les carences des politiques d'achats et le manque de fiabilité de l'approvisionnement. Après avoir constaté que la productivité avait augmenté considérablement chez six de ses fournisseurs pilotes, Bimbo, la plus grande boulangerie commerciale du Mexique, a décidé d'appliquer la méthodologie ainsi mise à l'essai à 200 autres fournisseurs.

Étant donné la portée mondiale de ses activités de création de partenariats, après la tragédie des tsunamis de l'océan Indien, le PNUD a formé en 2005 le Partenariat avec les entreprises face aux urgences, doté d'un site Internet, pour appairer les offres d'aide du secteur privé et les besoins des pays affectés. À la fin 2004, nous nous sommes joints au Gouvernement du Japon, au Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, à la Coalition mondiale pour l'Afrique et à la Banque mondiale pour organiser la Conférence sur le commerce Asie-Afrique. Le Premier ministre du Japon, celui du Nigéria, le président du Kenya et 350 dirigeants d'entreprises des deux continents se sont réunis à Tokyo pour met-

tre en évidence les futures possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement entre les deux régions. Cette réunion était la première grande activité de suivi de la Troisième [Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique \(TICAD III\)](#) de 2003.

Le PNUD participe également en tant que partenaire principal à deux programmes comportant des contributions du secteur privé à des projets qui relient les moyens d'existence et les activités environnementales. Le [Fonds pour l'environnement mondial \(FEM\)](#) est un programme conjoint du PNUD, de la Banque mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. En 2004, le PNUD a reçu 274 millions de dollars de subventions du FEM et mobilisé 617 millions de dollars en cofinancement de projets auprès de gouvernements, du secteur privé, d'organismes bilatéraux et d'ONG. Les subventions du FEM aident, par exemple, la Tunisie à établir des systèmes d'énergie éolienne économiquement rentables pour produire de l'électricité. Dans le cadre de [l'Initiative Équateur](#), le PNUD collabore avec les gouvernements, les entreprises et la société civile. Parmi les activités en cours figure un projet exécuté en Indonésie qui associe les populations locales à la gestion de la riche biodiversité marine du Parc national de Bunaken et qui veille à ce qu'une part des revenus du parc soit attribuée aux communautés riveraines.

Colombie : renforcement de la démocratie et perspectives de paix

En Colombie, depuis quatre décennies, les conflits alimentés par le trafic de la drogue ont été marqués par des morts et des enlèvements et ont fait du pays le troisième au monde pour le nombre de personnes déplacées. La dernière série de pourparlers en vue de l'établissement de la paix avec les factions rebelles a échoué en 2002. Un an plus tard, à Londres, le PNUD a aidé à réunir les gouvernements des pays donateurs et les institutions internationales qui fournissent la majorité de l'aide au développement à la Colombie, notamment la Commission européenne. Nous avons également assuré une forte présence de la société civile. Dans l'attente de nouveaux pourparlers, les participants ont convenu de prendre toutes les mesures possibles pour renforcer la démocratie et les capacités de protection des droits de l'homme en Colombie et pour assurer le respect du droit humanitaire international.

L'une de nombreuses contributions du PNUD à ce processus a été d'élargir les partenariats concernant les activités qui encouragent les Colombiens, particuliers et communautés, à s'orienter sur la voie de la paix et du développement. Notre Programme de réconciliation et de développement est en cours dans trois des régions les plus durement touchées, où il réunit des groupes de la société civile, des dirigeants religieux, des hommes d'affaires et des représentants des autorités régionales et nationales dans le cadre de dialogues permanents sur les moyens de mettre un terme au

conflit, dans un environnement où les débats ouverts restent difficiles. Nous aidons également les administrations locales et les groupes de la société civile à renforcer leurs capacités à formuler des plans de développement, à gérer leurs ressources et à élaborer conjointement de futurs projets de développement. Ces activités, qui font comprendre à quel point les communautés pourront prospérer une fois que le conflit diminuera d'intensité, constituent une première étape sur le chemin de la paix. Les groupes de la société civile participent déjà en partenariat avec le PNUD à des initiatives telles que des réseaux de radio communautaire et des « clubs de la paix » ciblant tout particulièrement les jeunes, qui sont parmi les groupes les plus susceptibles de céder à la violence.

Le PNUD a aussi aidé les organisations de la société civile colombienne à jouer un rôle plus important sur le plan national. Nombre d'entre elles offrent des perspectives, de par leur travail au sein des communautés ou avec les groupes vulnérables tels que les personnes déplacées, sur les possibilités d'établissement de la paix, alors même que le conflit se poursuit. Toutefois, malgré le vaste public touché par ces groupes dynamiques, ceux-ci sont souvent mal reliés entre eux, en partie du fait de la fragmentation politique. Le PNUD a su établir des relations de travail plus étroites entre eux, notamment en fournissant un appui à une coalition de groupes actifs dans les domaines de la paix et des droits de l'homme.

Au début 2005, immédiatement avant une réunion de suivi de la conférence de Londres à Cartagena, le PNUD a aidé plus de 260 représentants de la société civile à élaborer un accord sur les points clés dont ils estiment que le gouvernement et la communauté internationale devraient traiter. Au-delà des clivages idéologiques et des problèmes, leur Déclaration de consensus souligne la place fondamentale qu'occupent la démocratie et le respect des droits de l'homme dans l'élimination de la pauvreté et l'élaboration d'une société équitable. Ils demandent l'instauration d'un processus de paix négociée dans un cadre juridique conforme aux principes du droit international et ils décrivent les OMD comme « d'authentiques directives » pour vaincre la pauvreté et la corruption.

Les participants internationaux et gouvernementaux à la réunion de Cartagena ont entendu cet appel et ils ont émis la Déclaration de Cartagena qui note en bonne place les contributions effectuées par la société civile à la paix, au respect des droits de l'homme et à la coopération internationale. Parallèlement à l'accord de la société civile, cette déclaration constitue maintenant une source d'orientations pour divers projets de paix et de développement menés par les instances gouvernementales nationales et locales et par la société civile, avec l'appui de la communauté internationale. Ces activités sont la preuve, malgré les difficultés et l'opiniâtreté du conflit, d'une évolution positive qui s'affirme en réponse aux multiples voix qui s'élèvent en faveur de la paix.

Parmi les activités de la société civile appuyées par le PNUD en Colombie, a figuré une Marche des jeunes pour la paix qui a réuni des groupements de jeunesse de Medellín et de la turbulente région orientale du département d'Antioquia. La marche a été l'occasion de renforcer la solidarité et la volonté de résoudre les conflits.



Programme de réforme dans les États arabes

Il a fallu plus d'un an de négociations discrètes, selon un processus qui a commencé par des consultations du PNUD avec les ministres d'une poignée de pays avant d'engager les pourparlers avec l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Mais le partenariat qui en a émergé a incontestablement justifié ces efforts. Au début 2005, 16 pays arabes se sont joints à l'OCDE et au PNUD pour lancer [l'Initiative sur la bonne gouvernance pour le développement dans les pays arabes](#).

Les responsables nationaux et les représentants de l'OCDE ont convenu d'un plan à horizon de trois ans pour améliorer la gouvernance dans six domaines : fonction publique et intégrité, rôle du pouvoir judiciaire et application des lois; e-gouvernement et simplification administrative; rôle de la société civile et des médias dans la réforme du secteur public; gouvernance des finances publiques; prestations de services publics, partenariats public-privé et réforme réglementaire.

Si les autres propositions de réforme pour la région n'ont pas donné les résultats escomptés, celle-ci suscite de grands espoirs, en partie parce qu'elle est due à l'initiative des nations arabes elles-mêmes. Les incitatifs sont clairs pour ces nations. Leur économie ne progresse pas à un rythme suffisant pour absorber la vaste génération de jeunes qui accèdent au marché du travail, leurs relations économiques avec les autres régions du monde devraient être



« C'est un produit du terroir mais qui bénéficie également d'un partenariat avec le monde. »

Salah Eddin Beshir, ministre de la Justice de Jordanie

améliorées et les progrès de la région sur la voie de la réalisation des OMD sont inégaux. Nombre de dirigeants arabes concèdent qu'il est peut-être temps que leurs gouvernements adoptent de nouvelles approches.

L'Initiative sur la bonne gouvernance, qui doit être mise en œuvre au cours des trois années à venir, rassemble les actions et les responsabilités au sein de trois grands domaines. Les groupes de travail régionaux consacrés aux six thèmes, présidés par l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie et réunissant des experts et des décideurs politiques des pays arabes et de l'OCDE, offriront des forums où seront analysés les obstacles qui s'opposent aux réformes et qui permettront d'échanger des solutions et de suivre les progrès régionaux. Les comités nationaux, formés de représentants des autorités et de membres du secteur privé et des ONG, assureront la transformation des recommandations des groupes de travail en plans d'action nationaux assortis de cibles de mise en œuvre et définiront également les mesures d'application des plans dans leurs pays respectifs. Le PNUD et l'OCDE aideront à administrer l'initiative et à coordonner les appuis internationaux, notamment en l'alignant sur les autres programmes exécutés dans la région.

Ce sera la première fois que les États arabes auront convenu d'un plan à appliquer individuellement, en tant que région et avec la communauté internationale en matière de bonne gouvernance et l'initiative représente une percée à ces trois niveaux.

Le renforcement des relations économiques entre les États arabes et le reste du monde pourra bénéficier aux travailleurs, telles que ces ouvrières, qui ont trouvé du travail en Égypte dans une usine de conditionnement de légumes proche du Caire. L'usine est implantée dans une nouvelle zone industrielle pour l'exportation de produits en franchise de droits.

Le plaidoyer : arguments en faveur du changement

Le monde dispose de possibilités, de ressources, d'incitatifs et de solutions pratiques pour réaliser les OMD, mais étant donné les multiples activités prioritaires en concurrence, seul un plaidoyer constant et résolu pourra maintenir les objectifs en bonne place à l'ordre du jour et faire en sorte que l'on aille au-delà des vaines promesses.

En tant que premier organisme de développement des Nations Unies, le PNUD est l'un des principaux avocats des OMD. Du fait de ses interventions du niveau local au niveau international et avec toute une gamme de partenaires, il est en mesure de plaider tous azimuts en faveur de ceux-ci. Les efforts ainsi déployés font boule de neige au niveau mondial, attirent de nouvelles ressources et suscitent la formation d'un nombre extraordinaire de puissantes alliances entre divers groupes : jeunes, vedettes sportives, politiques, responsables communautaires, journalistes, gens d'affaires, artistes, enseignants, dirigeants religieux, syndicalistes et activistes de la société civile.

Pays par pays, le PNUD invite également les autorités nationales et les autres partenaires à viser haut et à mettre en place des politiques et des institutions solides pour accomplir de progrès effectifs en vue de la réalisation des objectifs. Nous recherchons les obstacles en matière de droits de la personne et d'égalité des sexes qui peuvent s'opposer aux espoirs de vastes segments de la société et dont l'élimination induit des changements rapides.

« Quand vous êtes arrivés dans notre village et que vous nous avez parlé des choses du Millénaire, je n'avais pas confiance en vous. Même chose quand vous avez parlé d'améliorer la santé et l'éducation de nos enfants, et des façons de protéger la nature, et d'améliorer les services des fonctionnaires. Je me suis dit : ce brave garçon parle de choses qui se réaliseront d'ici mille ans. Mais maintenant, j'ai l'eau potable et l'électricité chez moi. Vous pourriez m'appeler à minuit, je me lèverais pour aller travailler, parce que je sais que c'est de mon intérêt. »

Kadife Gjana, femme âgée de la région de Kukës (Albanie) s'adressant à un Volontaire des Nations Unies

Campagnes des OMD : un effort de portée mondiale

De nombreuses initiatives individuelles visant à la réalisation des OMD sont en cours de par le monde et la **Campagne du Millénaire** accroît leur efficacité en les réunissant par l'entremise d'un réseau mondial. La campagne, financée par un fonds d'affectation spéciale administré par le PNUD, a œuvré étroitement en 2004 avec de grandes ONG, des organisations religieuses et des syndicats du travail pour forger une alliance de la société civile dénommée Appel mondial à l'action contre la pauvreté (www.whiteband.org). Lancée officiellement par le Président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva à Porto Alegre en janvier 2005 et unie par le but commun de la réalisation des OMD, c'est l'une des coalitions les plus vastes et les plus diverses qui existe. Elle intervient lors d'événements politiques internationaux de haut niveau de par le monde et mobilise les particuliers qu'elle invite à porter un brassard blanc en un geste symbolique destiné à attirer l'attention et à rallier le soutien du public.

Quarante campagnes nationales des OMD ont été mises sur pied, réunissant des organisations de la société civile, des organismes parlementaires, des syndicats du travail, des groupes de femmes et de jeunes, des organisations confessionnelles et des célébrités. Elles sont axées sur les grandes questions intéressant le pays où elles sont exécutées, mais visent toutes à obtenir des autorités gouvernementales qu'elles honorent les promesses faites lors du Sommet du Millénaire.

Pays en développement : En Ouganda, diverses organisations ont préconisé l'intégration des OMD et du plan national de réduction de la pauvreté et le Service des postes a émis une série de timbres commémoratifs. En Zambie, plus de 50 organisations d'appartenance religieuse, de promotion de la femme, de protection des droits de la personne, de santé et d'éducation font campagne collectivement en faveur d'une responsabilisation accrue du gouvernement. En Inde, la Campagne *Vaada na toda* [Ne revenez pas sur votre promesse] met en œuvre une stratégie visant à relier les objectifs à l'actuel plan quinquennal de développement. En Indonésie, l'ambassadrice spéciale des Nations Unies et activiste Erna Witoelar a mobilisé une coalition nationale de réseaux de la société civile qui a posé des questions sur le processus d'élaboration des rapports des OMD et qui a obtenu des autorités qu'elles associeraient à l'avenir la population locale à ce processus dans cinq des provinces les plus pauvres.

En El Salvador, 20 groupes appuient une vaste campagne médiatique comprenant la diffusion de spots radio et télévisuels sur le thème « Rêves brisés ». Ils ont inclus les OMD dans une campagne présidentielle et obtenu du gouvernement l'engagement de mettre en place un mécanisme de suivi des objectifs. La campagne du Brésil a sensibilisé aux OMD par l'apposition de logos sur des sacs à provisions, des relevés de banque et des factures de gaz et d'élec-

Les VNU : avocats mondiaux des OMD

Sans l'implication massive et résolue de la population, les perspectives de réalisation des OMD sont très incertaines. Le programme des **Volontaires des Nations Unies** (VNU) s'emploie à mettre cette immense ressource au service des efforts mondiaux déployés pour réaliser les OMD. Les VNU contribuent eux-mêmes à ces efforts et plaident en leur faveur dans tous les aspects de leur travail. Leurs contacts directs avec les populations locales leur permettent de faire œuvre de mobilisation et de plaider et d'organiser des événements axés sur les progrès locaux.

En 2004, le VNU Peter Claesson a réuni 56 artistes qui ont produit des fresques murales et des sculptures sur les thèmes des OMD à Tegucigalpa (Honduras). Au cours des quinze jours de l'exécution du projet, quelque 500 personnes ont contribué collectivement à la création de 45 œuvres d'art. De nombreux politiciens et des entreprises ont appuyé l'initiative par des dons de repas, de chambres d'hôtel et de matériaux. Les habitants de la ville peuvent maintenant voir, au sens littéral du terme, ce que chaque objectif signifie. On trouve d'autres exemples de plaidoyer innovant au Viet Nam, où un concours organisé par les VNU a aidé de jeunes Vietnamiens à se rendre dans des régions rurales pour encourager les débats sur les OMD.

La Journée internationale des Volontaires, célébrée dans le monde entier le 5 décembre, offre l'occasion de reconnaître les apports bénévoles en faveur de la réalisation des OMD. Depuis le

début de la Campagne du Millénaire des Nations Unies, des gens de plus en plus nombreux démontrent ce jour-là comment ils peuvent prendre part aux efforts.

Dans les forums internationaux, les VNU continuent de mettre en évidence ce qui peut se faire pour que les contributions du bénévolat bénéficient pleinement au développement. Un partenariat établi entre le PNUD et la Commission nationale pour le développement humain du Pakistan, par exemple, a abouti à la première Conférence sur le bénévolat et les OMD, tenue à Islamabad en décembre 2004.

En 2004, qui a marqué sa septième année de croissance, le programme des VNU, administré par le PNUD, a mobilisé quelque 7 300 volontaires de 166 nationalités qui ont servi dans 140 pays. Le programme associe également des milliers d'autres personnes au travail des Nations Unies en tant que volontaires en ligne et gère le WorldVolunteerWeb (www.worldvolunteerweb.org), portail mondial du bénévolat et importante source de connaissances sur les campagnes, le plaidoyer, la diffusion de l'information et les relations de réseau.

« Nous pouvions dire dans le passé que nous n’avions pas la technologie ou les ressources requises pour répondre aux besoins fondamentaux de tous les êtres humains. Il n’en est tout simplement plus ainsi. Nous arrivons à court d’excuses. Nous savons ce qu’il faut faire. »

Salil Shetty, Directeur, Campagne du Millénaire des Nations Unies

tricité ainsi qu’en divers lieux lors du Carnaval de Rio. Au Mexique des organisations ont élaboré des propositions d’adoption d’indicateurs budgétaires pour surveiller les dépenses en rapport avec les OMD.

Pays développés : La campagne *Make Poverty History* [Reléguez la pauvreté dans l’histoire], menée au Royaume-Uni, rassemble 200 organisations caritatives, syndicats, groupements confessionnels et célébrités au sein du plus vaste mouvement de plaidoyer en faveur de l’élimination de la pauvreté jamais organisé dans le pays, qui cible tout particulièrement les dirigeants du G-8. La campagne espagnole *Sin Excusas 2015* [Pas d’excuses 2015] a convaincu des municipalités et des administrations régionales d’adopter des réso-

lutions appuyant les objectifs tandis que le site Internet de la campagne italienne a réuni plus d’un million de signatures en ligne en vue de la présentation d’une pétition sur l’objectif 8. La chaîne MTV Italie s’est engagée récemment à 10 ans de programmation sur les OMD. L’agence catholique de développement Trocaire a lancé en Irlande une campagne dénommée *Keep our Word* [Tenons parole] qui génère l’envoi des milliers de courriels au Parlement.

En 2004, la Campagne du Millénaire des Nations Unies a lancé un site Internet pour suivre les activités de plaidoyer en faveur des OMD (www.millenniumcampaign.org). Ce site constitue une ressource et une source d’inspiration accessible dans le monde entier. Une section consacrée aux jeunes attire plus d’un demi million de visiteurs par mois, tandis qu’un partenariat avec le mouvement scout mondial diffuse des nouvelles sur les OMD à 28 millions de jeunes de 216 pays et territoires. La diffusion extérieure passe également par la collaboration avec des célébrités et avec les ambassadeurs itinérants des Nations Unies ainsi qu’avec des organisations médiatiques telles que la BBC, CNN et Nickelodeon TV. Des spots vidéo sur le thème *Only with Your Voice* [Seulement avec votre voix] invitent les gens du monde entier à se faire entendre pour lutter contre la pauvreté. À mesure que les connaissances se propagent, les gens les appliquent de plus en plus nombreux dans leur environnement, avec tous les bénéfices que cela comporte au niveau de la nation, de la communauté et des individus.

O QUE ELE VAI SER QUANDO EU CRESCER?

1 2 3 4 5 6 7 8

O Grupo Pão de Açúcar tem orgulho de participar e divulgar as 8 Metas de Desenvolvimento do Milênio, um pacto firmado pela ONU e 191 países. Como empresa cidadã, faz questão de apoiar a difusão e importância dessas Metas, estimulando a conscientização e a participação de todos, seja faz parte de nossa responsabilidade social e do nosso objetivo de ser melhores.

UNICEF UNO UNO

GRUPO PÃO DE AÇÚCAR

La plus grande chaîne de supermarchés du Brésil, Grupo Pão de Açúcar, a fait paraître une annonce d’intérêt public sur les OMD dans une grande revue sur la responsabilité sociale des entreprises. L’annonce contient notamment la déclaration suivante : « En tant qu’entreprise citoyenne, nous avons décidé de contribuer à la promotion de cette cause et de faire connaître ces objectifs, pour sensibiliser le public et l’encourager à la participation. »

Philippines : tout le monde s'implique

L'énergie et l'enthousiasme pour les OMD sont manifestes aux Philippines, où une campagne de plaidoyer concertée persuade les Philippins de s'impliquer et de s'approprier les objectifs. Bien que classées dans la catégorie des pays à niveau moyen de développement, les Philippines font face à l'instabilité dans le sud et elles ont connu une crise financière en 2004. De larges disparités persistent entre les diverses régions du pays.

Sous la direction de la coordonnatrice résidente des Nations Unies et représentante résidente du PNUD, l'équipe de pays des Nations Unies a lancé la campagne en 2004 en visant à atteindre des groupes très divers. Avec l'appui de l'Organisation, les législateurs philippins ont d'abord parrainé une série de tables rondes sur les OMD, puis ils ont institué un Comité spécial de la Chambre des représentants qui débat des questions nationales en rapport avec les OMD, parfois en consultation avec l'équipe de pays, et qui a entrepris récemment un examen de la législation sur le VIH/sida pour s'assurer qu'elle contribue pleinement à la réalisation de l'objectif 6.

Des réunions avec des chefs d'entreprise, coparrainées par les Nations Unies et la Fondation du Prince de Galles, ont abouti à des accords prévoyant l'inclusion des OMD en bonne place dans les programmes actuels de responsabilité sociale et d'investissement social des entreprises. Des réunions avec des organisations de la

des statistiques pour aider le gouvernement à suivre les progrès de la réalisation des OMD. À la fin 2004, le PNUD et l'ONU-Habitat ont commencé à aider les autorités de 12 municipalités pilotes à élaborer des stratégies locales pour les OMD, en faisant usage d'un guide des options de politiques publié par le ministère de l'Intérieur et de l'Administration locale. La Ville de Calbayog a publié ses plans qui sont focalisés sur l'Objectif 2 (éducation) et sur l'Objectif 7 (environnement durable). Elle entend accroître ses allocations budgétaires en faveur des écoles et augmenter le nombre de projets de réserves littorales. La Ville d'Iligan, qui s'intéresse avant tout à l'Objectif 1 (réduction de la pauvreté), prévoit l'aménagement de routes entre les fermes et les marchés.

Les futurs efforts de plaidoyer des Nations Unies viseront à rallier l'appui du public en faveur de ces projets locaux, par une convergence de l'intérêt suscité pour les OMD aux niveaux local et national. Si les OMD sont inclus dans tous les agendas de politique et présents à l'esprit de tous au sein des foyers, ils pourront devenir des réalités pour tous les Philippins d'ici la date butoir de 2015.

« Les Nations Unies se joignent à chacun et chacune d'entre vous dans l'effort visant à la réalisation des OMD. Nous devons, ensemble, relever les défis de la réalisation des OMD; nous devons nous approprier les OMD; nous devons en assumer la responsabilité; nous devons les intégrer dans notre existence. »

Deborah Landey, coordonnatrice résidente des Nations Unies, Philippines

société civile ont encouragé celles-ci, aux niveaux national et local, à suivre activement les progrès accomplis et à faire entendre leur voix dans les débats de politiques nationaux et internationaux. L'équipe de pays des Nations Unies a octroyé des prix aux organisations de jeunes qui contribuent à la réalisation des OMD et a collaboré avec des journalistes pour faire œuvre de sensibilisation au moyen d'une couverture médiatique accrue.

Lors d'une réunion du Groupe consultatif de la communauté des donateurs aux Philippines, l'équipe de pays a préparé une session spéciale sur les OMD présidée par les ministres de la Sécurité sociale et de l'Éducation. Des donateurs, des membres du Congrès, des hauts responsables gouvernementaux et des dirigeants du secteur privé et de la société civile ont examiné la situation générale du pays par rapport aux OMD et ont souligné la nécessité d'accorder une attention accrue à l'éducation et à la santé.

D'autres formes d'appui des Nations Unies reposent sur le plaidoyer, comme le fait un projet visant à établir de nouveaux mécanismes au sein de la Commission nationale de coordination

Albanie : intégration communautaire des OMD

Dans les 12 régions de l'Albanie, les OMD sont bien plus qu'une série de chiffres. Ce sont des moyens de renforcement des capacités en matière de démocratie et de gouvernance locale et des instruments d'expression des aspirations locales.

L'Albanie est l'un des pays les plus pauvres du continent européen. Malgré les progrès substantiels accomplis ces dernières années après cinq décennies de régime totalitaire, les réformes sont restées lentes, souvent du fait des lourdeurs administratives. Mais tout le monde sait, par ailleurs, quels sont les avantages à échoir à l'Albanie si elle remplit les conditions requises pour adhérer à l'Union européenne et beaucoup des efforts de développement nationaux sont orientés dans cette direction.

Le PNUD appuyait déjà le Gouvernement albanais pour l'aider à intégrer les OMD dans sa stratégie de réduction de la pauvreté et ses stratégies d'accession à l'UE quand il est apparu clairement que ce processus bénéficierait de l'implication des administrations régionales et locales. Les défis à relever étaient nombreux : systèmes de gouvernance éclatés, divergences politiques prononcées entre les régions et le centre et surtout, profonde méfiance des communautés locales à l'égard de toute forme de gouvernement. Mais le PNUD a su faire fond sur un ensemble de relations établies et convaincre les communautés du fait que les OMD sont axés sur les gens et pas sur la politique.

Notre programme de gouvernance locale a lancé une série de campagnes de plaidoyer qui ont mis en évidence l'importance de la réalisation des OMD pour l'accession du pays à l'Union européenne et qui ont exprimé les objectifs en termes locaux facilement compréhensibles. Que signifie l'objectif 7, sur l'environnement durable, pour les habitants de la région de Kukës ? La réponse figurait sur des posters affichés dans toute la région : une rivière Valbona propre qui attire les touristes et améliore les moyens d'existence locaux. Des ambassadeurs itinérants pour les OMD, personnalités albanaises connues, ont également diffusé le message dans tout le pays. Dans 51 villages, le PNUD a appuyé la formation d'associations de développement communautaires pour montrer en termes concrets ce que le développement peut faire. C'est ainsi qu'en l'espace de six mois le village de Gabrice (région de Kukës) a été alimenté en eau et en électricité pour la première fois de son histoire.

Le PNUD a ensuite encouragé les administrations régionales et locales, les ONG et les membres des communautés à se réunir pour évaluer la situation régionale par rapport aux OMD, recueillir des données, les compiler et élaborer des rapports régionaux. En mettant en évidence la situation actuelle au regard des résultats à obtenir pour réaliser les OMD, les rapports peuvent faire fonction de plans d'action régionaux et aider à définir les mesures à appliquer.

Les exemples tels que celui de Gabrice ont suscité un vif intérêt du public et encouragé son implication. Les réunions publiques avec les responsables locaux ont commencé à se multiplier. Les stations de radio ont diffusé des nouvelles régulièrement. Lorsque les données régionales étaient de qualité insuffisante, des groupes locaux ont pris l'initiative de procéder à des sondages et à des enquêtes pour y remédier.



Dans la région de Kukës, les femmes de différentes communautés se sont réunies pour examiner les façons d'inclure des cibles et des indicateurs sexospécifiques dans un plan régional de réalisation des OMD. Tous les aspects de la stratégie finale reflètent leurs préoccupations : une cible prévoit l'accroissement des capacités des autorités locales et de la société civile à mettre un terme à la violence à l'encontre des femmes et un but global concerne la mesure des progrès de la parité hommes-femmes dans les services publics régionaux.

Avec l'appui du PNUD, les instances gouvernementales régionales et locales ont appris à gérer ces activités démocratiques et ont intégré dans leurs rapports les priorités de développement identifiées par les communautés. Le PNUD et les Volontaires des Nations Unies ont dispensé des formations sur les façons d'adapter les OMD aux préoccupations locales et d'établir des cibles et des indicateurs correspondant aux priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté et d'accession à l'UE.

Dans certaines régions, les rapports comportent également des stratégies de développement détaillées fondées sur les OMD qui servent à la mobilisation de fonds pour le développement. Plusieurs de celles-ci ont aujourd'hui bénéficié d'aide extérieure, notamment de la Commission européenne. Les organisations à base communautaire sont aux premières lignes de l'exécution d'une série initiale de nouveaux projets, tels que celui qui a abouti récemment à l'ouverture d'un centre médical dans le village d'Osmanaj, tout proche de Gabrice. Et les stratégies ont aidé les administrations régionales et locales à déterminer les autres interventions à envisager, depuis la dépollution de l'environnement jusqu'à l'octroi d'appuis au petit élevage animalier. L'expérience albanaise démontre clairement que lorsque les gens prennent la responsabilité de leur développement, ils obtiennent des résultats convaincants et investissent dans leur avenir.



Les Nations Unies ont fait l'apport de leur partenariat et de leur neutralité pour aider l'Afghanistan à organiser l'élection présidentielle de 2004, la première depuis 20 ans. Le PNUD a joué un rôle essentiel à tous les stades des opérations : inscription des électeurs, établissement de bureaux de vote et, une fois le scrutin terminé, comptage dans les centres de dépouillement tels que celui-ci à Kaboul.

Renouveau de la confiance mondiale

À l'aube de l'année 2005, deux événements à très haute visibilité ont mis en évidence la valeur incontestable d'un système d'appui international bien coordonné et du rôle central des Nations Unies. Après le déferlement des tsunamis sur les côtes de pays de l'Asie du Sud-Est à l'Afrique de l'Est, qui ont fait 175 000 morts et 1 750 000 personnes déplacées, il était indispensable d'agir massivement et rapidement, mais sans imposer de contraintes excessives aux capacités des pays affectés.

Gouvernements, organismes de secours et ONG se sont tournés vers les Nations Unies pour coordonner les nombreuses interventions multinationales face à la catastrophe, car l'Organisation était la seule à entretenir des relations avec toutes les parties concernées. En Aceh, région la plus durement frappée, le PNUD et d'autres organismes de secours et de développement des Nations Unies étaient sur le terrain en l'espace de quelques heures et apportaient de l'aide, des vivres, des abris et des soins de santé. Lors de la phase du **relèvement**, le PNUD a mis en place des programmes tels que des projets d'emploi rémunéré pour le déblaiement des débris. Nous avons aidé 10 groupes de travail de partenaires nationaux et internationaux spécialisés dans différents domaines à organiser collectivement leurs activités dans le cadre d'un programme de reconstruction à long terme.

Le second événement notable est l'élection de janvier 2005 en Iraq qui doit son succès à la volonté d'un large éventail de partenaires de passer outre leurs divergences politiques. Les Nations Unies dans leur ensemble, faisant l'apport de leur crédibilité et d'un espace de travail neutre, ont appuyé l'élaboration d'une nouvelle loi électorale et la formation d'une Commission électorale indépendante qui a administré le scrutin. Différents organismes des Nations Unies ont mis leur énergie collective au service des espoirs d'une nouvelle démocratie et ont obtenu en matière de développement des résultats concrets qui permettent à la population d'envisager un avenir meilleur. Le PNUD et d'autres, par le biais de partenariats nationaux, ont contribué à la mise en place des éléments fondamentaux : inscription des électeurs, alimentation en eau et en électricité, vaccination des enfants.

« C'est le multilatéralisme qui offre les possibilités optimales de guider l'agenda de la mondialisation. Il y va de l'intérêt de chaque pays de renforcer le multilatéralisme et il s'y trouve aussi pour chacun d'eux une tâche nationale à accomplir. »

Ricardo Lagos Escobar, Président du Chili

Dans les situations telles que les tsunamis et l'Iraq, les circonstances ne laissent guère d'autre option aux gens qu'une action collective rapide pour répondre à d'immenses besoins. Mais il est également essentiel de coordonner les efforts internationaux dans toutes les situations de développement pour réaliser les grandes ambitions des OMD et de veiller à ce que les nouvelles ressources soient employées le plus efficacement possible pour améliorer les conditions de vie de tous les segments de la population. À cette fin, les pays en développement et leurs partenaires internationaux modifient radicalement certaines de leurs façons de procéder. Le PNUD joue un rôle indispensable de chef de file dans cette transformation de la coopération au développement, par l'exercice de son mandat dans le contexte du système des coordonnateurs résidents, qui gère les équipes des organismes des Nations Unies présentes dans de nombreux pays, et de coordonnateur du [Groupe des Nations Unies pour le développement](#) (UNDG), organisme cadre où sont représentés tous les grands organismes de développement des Nations Unies.

Réforme des Nations Unies

Depuis plusieurs années, les Nations Unies dans leur ensemble examinent attentivement les mesures susceptibles d'optimiser leurs contributions à la sécurité ainsi qu'au développement et d'accroître leur responsabilité et leur redevabilité à l'égard des gens qu'elles doivent servir. Le processus de réforme en marche est une évolu-

tion et l'Organisation n'a jamais transigé sur sa responsabilité première qui est de promouvoir la paix, le progrès et le respect des droits de l'homme. Il est également une révolution, en ce qu'il transfigure les modes d'action des Nations Unies pour forger un système pleinement adapté aux exigences d'un monde en mutation. À la fin 2004, les représentants des 191 États Membres réunis en Assemblée générale ont publié leur rapport d'Examen triennal des activités opérationnelles. Ce guide pour les organismes de développement de des Nations Unies confirme les nouvelles orientations et articule les principes que le PNUD a systématiquement préconisés, à savoir le renforcement des capacités et la programmation commune sur la base des OMD et des plans de développement nationaux.

En 2004, présidé par l'Administrateur du PNUD, l'UNDG a accéléré le mouvement et s'est efforcé d'accroître son impact collectif en simplifiant ses procédures et en ciblant les activités où les organismes qui le composent ont une efficacité maximale. Nombre d'équipes de pays des Nations Unies font aujourd'hui usage des instruments élaborés par le groupe pour harmoniser leurs cycles de programmation et formulent de concert une stratégie unique, cohérente, axée sur les résultats et reliée aux plans nationaux et aux OMD. De nouveaux instruments de programmation guident la conclusion d'accords entre les autorités nationales et les organismes des Nations Unies concernant les diverses interventions et les responsabilités redditionnelles correspondantes. L'UNDG a également assoupli les règles qui empêchaient certains organismes d'appuyer directement les initiatives des pays par des contributions au budget national.

Pour les pays en crise, l'UNDG a fait équipe avec la Banque mondiale et l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) avec lesquelles il a élaboré un guide des évaluations des besoins en phase de post-conflit, activités que le PNUD a coordonnées en 2004 en Haïti, au Libéria et au Soudan. Les trois organismes ont aussi élaboré un système novateur pour sérier les priorités après les conflits ou les catastrophes naturelles, qui a été utilisé pour la première fois dans les pays touchés par les tsunamis de l'océan Indien.

S'agissant des opérations, l'UNDG a adopté une approche unifiée pour le transfert de fonds en 2004, qui remplacera les méthodes disparates que devaient appliquer les partenaires nationaux. Il a aussi convenu d'utiliser davantage les systèmes nationaux pour la passation de marchés au lieu de recourir à des arrangements parallèles comme cela se pratiquait généralement. Grâce à un programme de services communs, les organismes de l'UNDG regroupent à présent leurs ressources de manière efficace par rapport aux coûts en un système qui permet de gérer les arrangements relatifs aux voyages, la formation du personnel, les transports, les services médicaux et le courrier. Certaines équipes de pays partagent également des locaux de bureau. Des pays à programmes de petite envergure font l'essai à titre pilote d'un bureau unique à installations et services intégrés pour tous les organismes du groupe, tandis que l'Afrique australe expérimente une structure régionale unifiée. Dans le cadre d'une initiative distincte, dans 20 pays, le PNUD héberge maintenant les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; les



Les Nations Unies, avec leurs relations bien établies avec les gouvernements, les organismes de secours et les ONG, étaient le choix logique pour coordonner la massive intervention multinationale après la catastrophe des tsunamis de l'océan Indien. Aux Maldives, sur l'île de Maafushi, un pêcheur répare son bateau, signe d'un retour des choses à la normale.

deux organismes ont aussi établi un programme conjoint de développement du secteur privé dans une dizaine de pays.

Les organismes de l'UNDG ont demandé aux pays de leur communiquer leurs réactions devant la transformation des Nations Unies pour s'assurer que leurs apports à la réforme étaient toujours orientés dans la bonne direction. Les gouvernements se sont déclarés favorables à l'harmonisation en notant qu'elle réduisait leurs coûts de gestion de l'aide au développement. L'accent mis sur leur leadership accroît leur intérêt et leur engagement et favorise l'instauration d'un respect réciproque entre donateurs et bénéficiaires. Toutefois, un examen extérieur de cinq pays pilotes où l'harmonisation est allée le plus loin a également mis en évidence des problèmes liés à la coordination, au contrôle de la qualité et aux diverses façons de comprendre la gestion axée sur les résultats, problèmes que l'UNDG s'efforcera maintenant de résoudre.

Le PNUD est chargé de responsabilités particulières en tant que superviseur du système des coordonnateurs résidents. En 2004, nous avons cherché à ouvrir le recrutement des coordonnateurs résidents à d'autres organismes et à augmenter le nombre de femmes et de ressortissants de pays du Sud candidats. Des résultats appréciables ont été obtenus grâce à une formation et un recrutement qui mettent l'accent sur un leadership collégial et sur l'esprit d'équipe. Dans certains pays, toutefois, notamment ceux où les programmes sont particulièrement complexes ou qui sont en situation d'urgence, les coordonnateurs résidents se voient imposer une

charge de travail extrêmement lourde, car ils dirigent simultanément le bureau national de l'organisme dont ils relèvent. Dans 10 pays en crise où le coordonnateur résident est aussi représentant résident du PNUD, il a été créé un poste distinct de directeur de pays du PNUD, ce qui permet au coordonnateur résident de consacrer tout son temps à l'équipe de pays des Nations Unies. En 2005, cette formule sera appliquée à 10 autres pays.

Resserrement de la coopération internationale

La réforme des Nations Unies contribue au mouvement mondial qui s'affirme en faveur de l'affinement de l'aide extérieure dans son ensemble et en tant que principal organisme de développement dont disposent les Nations Unies, le PNUD joue ici aussi un rôle directeur. Au début 2005, nous avons aidé à réunir la Banque mondiale, la Commission européenne et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui ont convenu de principes communs pour combattre la pauvreté dans les États fragiles où la faiblesse de la gouvernance et des institutions rend difficile l'apport d'une aide qui peut être vitale pour des millions de gens. Lors d'un forum sur les partenariats pour une coopération au développement plus efficace, tenu par le PNUD et le CAD/OCDE, des représentants de cet organisme ont rencontré pour la première fois en huit ans des membres d'une large gamme de gouvernements et d'institutions n'appartenant pas à l'OCDE. Les participants ont convenu de renforcer la coopération avec les pays du Sud et ont signalé que le PNUD était tout désigné pour faciliter la collaboration entre les pays de l'OCDE et les autres.

Les travaux de ces deux réunions ont informé le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, importante conférence mondiale qui a rassemblé des ministres de pays en développement et développés. Dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, en suivi de l'accord de Rome de 2003 sur l'harmonisation de l'aide, ils ont convenu que si le volume des ressources pour le développement devait augmenter, il fallait aussi faire davantage pour renforcer la gouvernance et améliorer les performances en matière de développement. Ils ont également demandé un alignement de l'aide sur les priorités nationales, une simplification des procédures et une régularité accrue des flux d'aide.

Le PNUD est bien placé pour continuer de contribuer à ce processus de resserrement de la coopération internationale. Nous tirerons parti de la confiance des pays en développement comme des pays développés et des partenariats établis avec eux et apporterons au travail de l'ensemble du système des Nations Unies nos connaissances spécialisées en matière de renforcement des capacités. Nos interventions reposent aujourd'hui sur des bases affirmées non seulement par le changement en cours au sein de l'Organisation mais également par nos propres réformes internes.

Responsabilités partagées : un nouveau type de bureau pour les Nations Unies

À partir de 2006, les Nations Unies feront l'essai de bureaux communs. Elles visent ainsi à fournir une aide au développement plus efficace par rapport aux coûts, mieux coordonnée et mieux équipée pour appuyer les stratégies nationales de développement.

Contributions maximisées aux plans de développement des pays



* Titre non officiel

Source : UNDG

Iraq : contributions à la paix

L'attentat à la bombe d'août 2003 contre le bureau des Nations Unies de Bagdad est une tragédie qui a forcé l'Organisation à rappeler son personnel en poste en Iraq. Cependant, malgré le choc et la douleur infligés par cet événement, devant l'immensité des besoins humanitaires et développementaux du pays, les Nations Unies ont poursuivi leurs travaux depuis un bureau provisoire à Amman (Jordanie) et ont commencé à prévoir presque immédiatement de retourner à Bagdad. Vu les dangers extrêmes, et les Nations Unies étant maintenant une cible évidente, il n'était pas question de reprendre les activités selon les modalités précédentes, où chaque organisme gère son propre programme.

Aux fins de maximiser les avantages pour la population iraquienne, de tirer le meilleur parti possible de ses propres capacités et d'appliquer de strictes normes de sécurité, l'équipe des Nations Unies a retenu une stratégie radicalement novatrice. Tous les organismes ont convenu de collaborer au sein de 10 groupes thématiques, de mettre en commun leurs ressources opérationnelles, de déployer du personnel international en petit nombre pour des missions de courte durée et de recourir plus largement aux compétences considérables du personnel national.

Les groupes thématiques, axés sur les problèmes identifiés dans une évaluation des besoins menée en 2003 par des spécialistes de la Banque mondiale, des Nations Unies et de l'Iraq, couvrent

notamment des domaines fondamentaux tels que l'électricité, l'eau et l'assainissement, la santé et la gouvernance. Un onzième groupe sur l'assistance électorale a été ajouté en vue de la préparation des élections. Au début 2004, l'équipe de pays avait confié la direction de chaque groupe à un organisme spécifique, compte tenu des capacités et des points forts de chacun. Le PNUD est chargé de quatre groupes thématiques : infrastructure et logement, action antimines, gouvernance et société civile, et réduction de la pauvreté et développement humain. Il a aussi établi un groupe de travail des interventions d'urgence, où sont représentés les organismes des Nations Unies ainsi que des ONG, la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge et des ministères iraqiens, qui coordonne les actions à mener aux « points chauds » humanitaires, notamment pour venir en aide aux milliers de personnes déplacées intérieurement.

Les divers organismes œuvrent en coopération au sein des groupes thématiques dans leurs domaines d'expertise respectifs, pour faire face promptement aux besoins urgents qui se présentent et pour s'adapter à l'évolution des priorités nationales. Cette approche est utile au Gouvernement iraquien en ce que les nouveaux ministères ont affaire à un groupe unifié d'organismes et non pas à une multiplicité de projets distincts. Pour rationaliser le financement, les organismes demandent l'octroi des fonds de projets, par l'entremise des groupes thématiques, au [Fonds international de reconstruction pour l'Iraq](#). Établi au début 2004, ce fonds a pour objet de permettre à la Banque mondiale et aux Nations Unies d'acheminer les contributions des donateurs en faveur de l'Iraq. Le volet onusien du Fonds, administré par le PNUD, avait décaissé au début 2005 près de 500 millions de dollars à des projets de développement mis en œuvre par les groupes thématiques.

Bien qu'elles n'aient pas encore rétabli une présence intégrale à Bagdad et que la situation reste difficile, les Nations Unies sont parvenues à remporter certains succès et à produire des résultats concrets en Iraq : création d'emplois de courte durée, logements pour les personnes déplacées intérieurement, distribution de millions de trousseaux scolaires et réfection de réseaux d'électricité. C'est ainsi qu'elles contribuent à la paix dans le pays. Avec les attentes croissantes au lendemain d'élections réussies, le Gouvernement et le peuple iraqiens peuvent faire fond sur ces résultats et engager une transition qui mènera à la stabilité, à la liberté et à l'autodétermination.



L'index violet marqué à l'encre indélébile de cette Iraquienne indique qu'elle a voté lors de l'élection de janvier 2005, premier scrutin libre à avoir eu lieu en Iraq en 50 ans. Une équipe des Nations Unies cohésive a joué un rôle essentiel pour préparer l'élection et continue d'appuyer les efforts déployés par l'Iraq pour reprendre son développement.

Le PNUD : une meilleure façon de faire du développement

Au PNUD, plus de cinq ans de réformes internes rigoureuses ont eu pour effet d'accroître considérablement notre capacité et notre détermination de mettre en œuvre des activités de développement qui contribuent réellement à la réalisation des OMD. Nous avons relevé l'immense défi de relier nos bureaux implantés dans 166 pays en une organisation modernisée et cohésive tout en renforçant notre aptitude à répondre avec précision et efficacité aux besoins divers des pays. Nous avons fait usage d'instruments technologiques de pointe pour partager les connaissances, consolider notre structure opérationnelle et devenir une organisation plus transparente et plus responsable. Nous avons, par notre mode de gestion axé sur les résultats, relié tous nos programmes aux OMD et nous menons des évaluations sur la qualité de nos prestations dans le cadre de chacun des projets que nous exécutons pour développer les capacités nationales, forger des partenariats et promouvoir l'égalité des sexes. En 2005, dans notre sixième Sondage mondial, les membres de notre personnel ont exprimé une confiance plus grande que jamais envers leur travail et envers l'ensemble de l'organisation.

En restructurant nos activités de programmes en cinq domaines de pratique et en abordant avec une vigueur accrue notre mission centrale traditionnelle qu'est le renforcement des capacités, nous nous sommes attachés à concentrer nos efforts sur ce que nous faisons de mieux. C'est ainsi par exemple qu'en 2005, nous étions devenus le plus grand fournisseur international d'assistance électorale. Nous nous sommes aussi montrés performants dans divers domaines où nous sommes en mesure d'offrir de nouveaux services adaptés aux besoins en évolution. Notre [Bureau de la prévention des crises et du relèvement](#), créé face à la multiplication des conflits dans le monde, emploie nos connaissances en matière de développement pour opérer une jonction cruciale entre les crises et la reconstruction dans divers pays du globe. En nous tournant vers le secteur privé et la société civile, parfois par des modèles de partenariat uniques au sein du système des Nations Unies, nous puisons à de nouvelles sources d'innovation et mobilisons des ressources humaines et financières supplémentaires, ainsi que l'exige la réalisation des OMD.

« Le PNUD est perçu comme étant un acteur crucial des efforts internationaux de développement, à la fois en tant qu'organisation multilatérale ayant son propre programme et de par son rôle de coordonnateur du système de développement des Nations Unies. »

Réseau d'évaluation des performances des organisations multilatérales (Autriche, Canada, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse; observateurs : Finlande et Irlande)

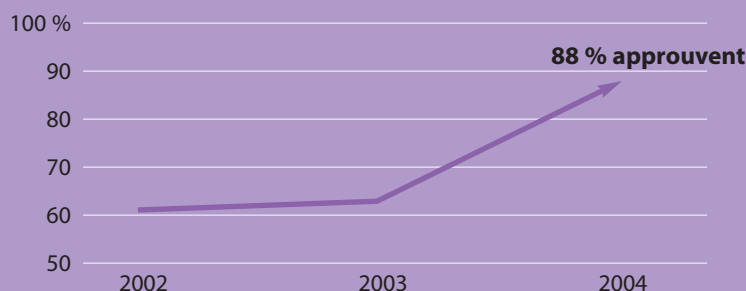
Forte cote d'amour pour les partenariats

Pour guider sa transformation, le PNUD a demandé à ses partenaires nationaux, régionaux et mondiaux de lui communiquer chaque année leurs appréciations sur ses performances. En 2004, ils ont résolument donné leur aval à l'importance que nous attachons aux priorités de développement nationales dans l'appui que nous fournissons.

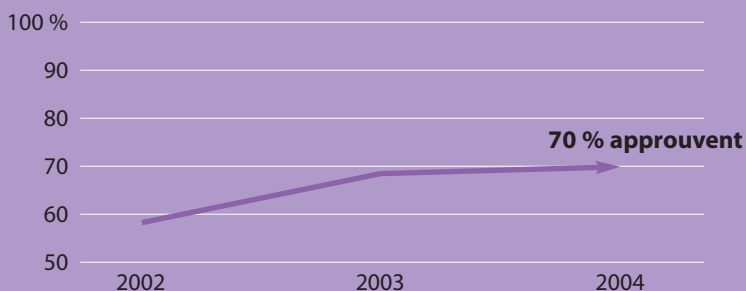
Les projets et programmes du PNUD reflètent les priorités nationales



Le PNUD associe les bénéficiaires à ses projets et programmes



Le PNUD intègre efficacement ses projets et programmes dans les systèmes gouvernementaux



Les pays s'approprient les projets et programmes du PNUD



Source : Sondage des partenaires du PNUD, 2004

Les pays donateurs et bénéficiaires ont pris note de la remarquable transformation qui a eu lieu au PNUD. Nos ressources totales ont augmenté de près de 1,6 milliard de dollars depuis 2000. En 2005, le Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni a publié un rapport d'étude portant sur l'efficacité des organisations multilatérales; sur 23 organisations évaluées, le PNUD s'est classé en première place pour les performances internes, les résultats au niveau des pays et les partenariats. Le rapport du DFID a noté notre « focalisation stratégique », a fait l'éloge de la rigueur notre planification et de nos contrôles financiers et a signalé notre rôle directeur dans l'harmonisation des procédures au sein du système des Nations Unies et de l'ensemble de la communauté des donateurs.

En 2004, le PNUD a continué de faire fond sur ces remarquables accomplissements. Nous nous sommes rapprochés des pays que nous desservons en décentralisant les fonctions de programmes et d'appui du siège et en établissant un bureau régional à Johannesburg, qui est venu s'ajouter à celui de Bratislava déjà en place. Nous avons ouvert des bureaux régionaux à [Bangkok](#) et à [Colombo](#) en 2005 et nous prévoyons d'en ouvrir d'autres de manière à fournir une assistance soigneusement adaptée aux besoins des bureaux nationaux des pays avoisinants. Le bureau de Bangkok a assumé des responsabilités d'un niveau exceptionnel au début 2005 lorsqu'il est devenu le point principal de coordination de l'appui du PNUD aux pays touchés par les tsunamis de l'océan Indien.

Le PNUD a fait un grand pas en avant en 2004 avec la mise en service d'Atlas, système informatisé de planification des ressources de l'organisation conçu en collaboration avec le [Fonds des Nations Unies pour la population](#) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Cette opération était d'une portée sans précédent, s'étendant à 143 des bureaux du PNUD. Faisant appel aux meilleures pratiques de gestion des entreprises et à des technologies de pointe, Atlas relie toutes les données relatives aux projets, aux finances, aux ressources humaines et aux achats. Il permet à tous les bureaux d'exploiter le même système et d'accéder aux mêmes informations, ce qui garantit un haut niveau de transparence organisationnelle. Les gestionnaires sont en mesure de déterminer ce que font les utilisateurs du système à partir de n'importe quel ordinateur en quelque point du monde qu'ils se trouvent. Les bureaux du PNUD ont noté avec satisfaction les augmentations de rendement autorisées par Atlas : la réduction du temps requis pour les processus de passation de marchés et d'achat, par exemple, atteint parfois 20 %. Le décaissement des fonds a été considérablement facilité et l'option de banque électronique d'Atlas s'est avéré particulièrement intéressante dans les pays qui ne disposent pas de systèmes bancaires établis.

Un nouveau Cadre de contrôle interne a été adopté au début 2005. Il permet de s'assurer de la conformité d'Atlas avec les principes d'audit et de contrôles financiers du PNUD et de déterminer les responsabilités de manière bien plus précise que dans le passé. Nous nous préparons également au lancement mondial du système Prince2 pour la gestion des projets, qui est largement reconnu comme constituant une meilleure pratique au niveau international. Ce système standardisé appliqué aux projets que nous exécutons

« J'ai choisi de devenir ambassadeur itinérant du PNUD en raison partiellement de sa concentration sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et partiellement de son rôle coordonnateur au sein de la famille des Nations Unies. Étant donné que le PNUD est chargé de la coordination de tous les organismes des Nations Unies, mon engagement à son égard est un engagement à l'égard de toute la famille des Nations Unies. »

Prince héritier Haakon de Norvège, ambassadeur itinérant du PNUD

dans le monde entier, accroîtra la transparence au niveau de l'évaluation des risques et des résultats et renforcera notre aptitude à adapter les activités aux besoins spécifiques des pays.

Nous accroissons nos investissements dans le capital humain par des initiatives qui affinent les aptitudes et les connaissances des membres de notre personnel. Quelque 10 % à 15 % de notre personnel d'administration ont actuellement recours en permanence aux services d'enseignement de notre École virtuelle du développement. Ces services sont disponibles maintenant pour la quatrième année et nous en avons réduit les coûts de 30 %. En 2004, nous y avons ajouté des cours sur l'économie du développement et les communications; nous avons aussi conclu de nouveaux partenariats pour bénéficier du concours d'enseignants de la London School of Economics ainsi que d'autres établissements d'enseignement de renom.

La Carte de l'expérience des pratiques, établie pour identifier et suivre les compétences disponibles au sein de notre personnel dans nos domaines de pratique, nous aide à formuler de meilleures stratégies de formation. Nous entreprenons également de mettre en place des programmes d'apprentissage personnalisés qui assureront non seulement l'application de normes professionnelles et reflèteront les priorités de l'organisation, mais qui répondront

aussi aux besoins individuels d'acquisition des connaissances. Cet accroissement d'efficacité devrait se traduire par des réductions de coûts supplémentaires.

D'autres efforts sont en cours pour réduire le temps qu'exigent les nominations, les réaffectations et les cessations d'emploi. Une nouvelle politique de gestion des réaffectations a été conçue pour mettre en œuvre un système de placement transparent et concurrentiel et pour contribuer au respect d'exigences telles que l'égalité des sexes, l'équilibre de la représentation géographique et les mouvements entre les différents bureaux régionaux. Une fiche d'évaluation de la parité hommes-femmes à base informatisée contribuera à mener le PNUD à la parité à tous les niveaux de l'organisation d'ici 2010.

Dans ces domaines comme dans tous les autres, le PNUD est fermement déterminé à continuer de se situer parmi les premières organisations internationales de développement et à s'améliorer sur tous les points où il y a lieu de le faire. Nous sommes motivés dans ces efforts par notre désir général d'apporter une contribution maximale à un système des Nations Unies équipé au mieux pour aider les pays à réaliser les OMD et pour répandre dans le monde le double bienfait de la paix et de la prospérité.

La confiance grandit au sein du PNUD

Les membres de notre personnel participent toujours plus nombreux chaque année à notre Sondage mondial du personnel, qui met en évidence leur motivation croissante et leur attachement aux objectifs communs de notre organisation.

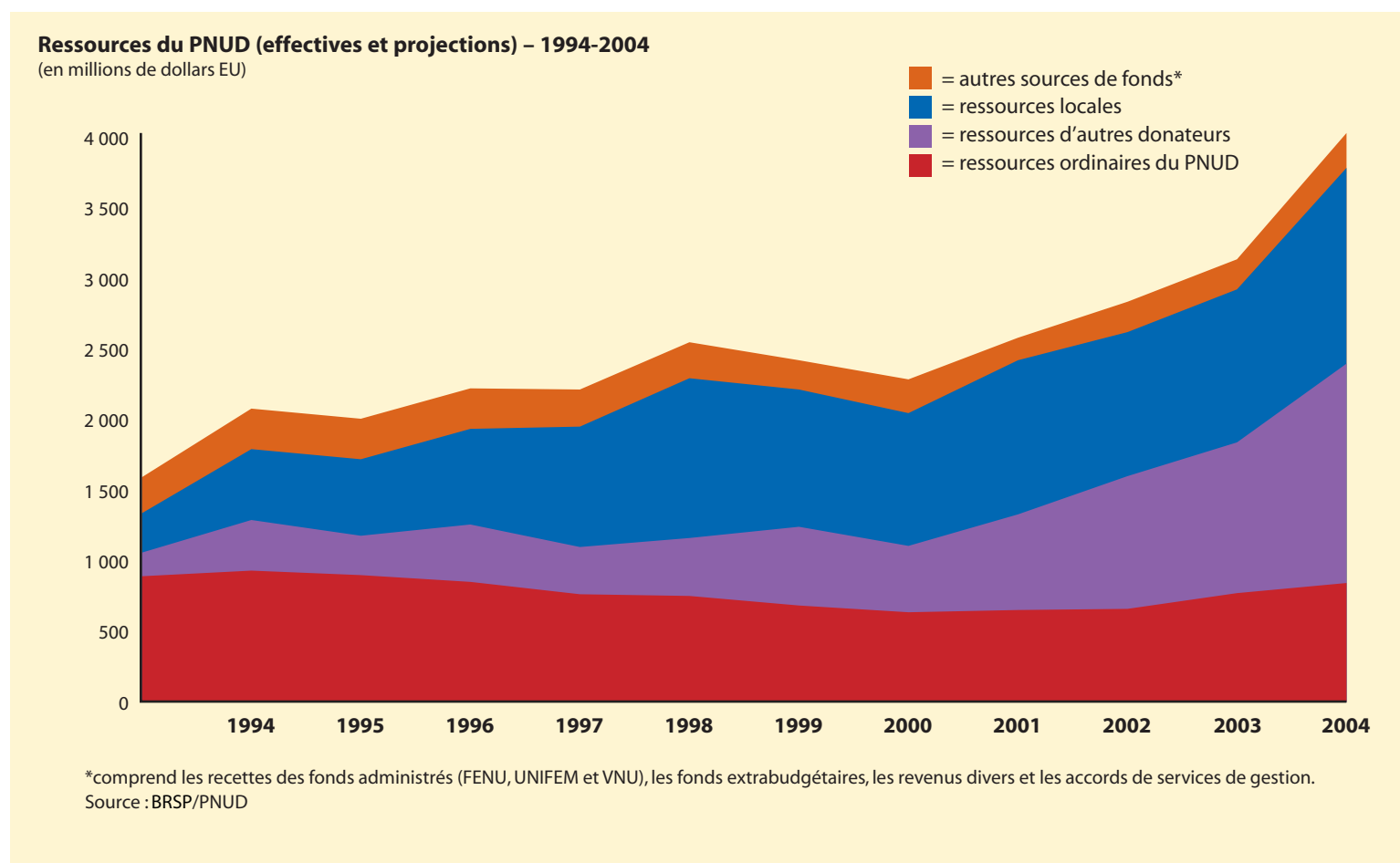
	Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Nombre de réponses	3 395	2 298	3 235	4 443	5 228	5 895
Question		(% des réponses)					
On m'encourage à travailler en équipe dans mon bureau		52	72	76	79	78	80
Les objectifs généraux du PNUD sont clairement définis		60	71	73	79	80	82
Je recommanderais le PNUD comme lieu de travail		60	53	65	71	72	72
Dans mon unité, les gens acceptent la responsabilité des problèmes qui se présentent dans leur travail		62	66	70	74	74	72
Mon travail contribue à la réalisation des objectifs du PNUD		81	81	79	84	86	90
Mon travail me donne un sentiment d'accomplissement personnel		69	71	77	79	78	78
J'ai confiance dans le représentant résident chargé de mon bureau		—	64	73	78	80	79

Source : Sondage mondial du personnel du PNUD, 1999-2004

Ressources

Les ressources totales du PNUD ont atteint 4 milliards de dollars en 2004. La tendance à l'augmentation de ses ressources ordinaires (ressources de base) qui a commencé en 2001 s'est poursuivie, celles-ci se situant pour 2004 à 842 millions de dollars, soit davantage que la cible intérimaire de 800 millions de dollars établie pour l'année selon le Cadre pluriannuel de financement (CPF) 2004-2007. Les ressources ordinaires n'avaient pas dépassé ce niveau depuis 1997. Si le PNUD est encore loin d'atteindre le montant total de 1,1 milliard de dollars fixée par le CFP mais le fait d'atteindre la cible intérimaire la première année est très encourageant et indique que l'objectif à long terme est réalisable. Les engagements de financement pluriannuels de plusieurs gouvernements donateurs ont contribué à accroître la prévisibilité de la base de financement ordinaire du PNUD.

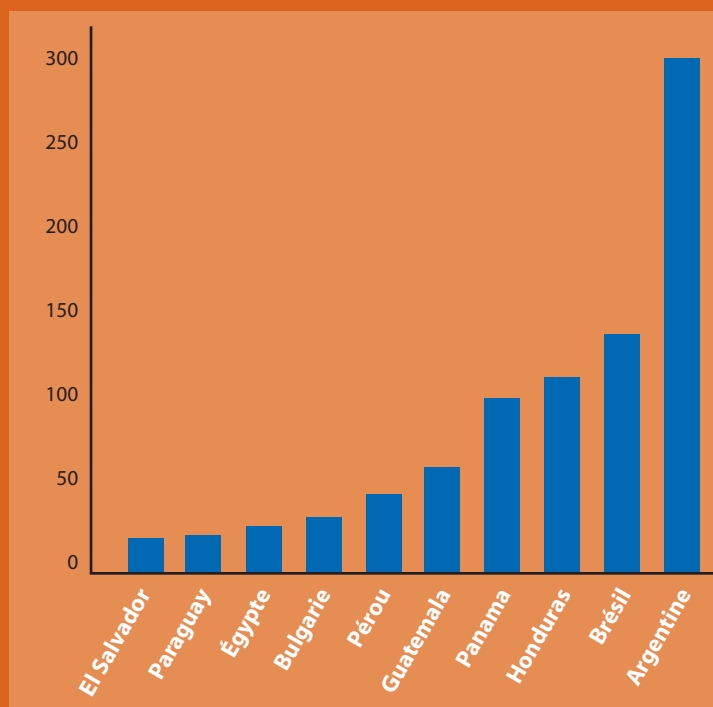
Les contributions aux ressources autres que les ressources de base, provenant de presque toutes les sources, ont augmenté dans des proportions appréciables en 2004. Pratiquement tous les donateurs du CAD/OCDE cofinancent les programmes du PNUD dans ses divers domaines de pratique.



Les cofinancements ont dépassé 1,5 milliard de dollars en 2004, ce qui porte la contribution totale des donateurs à 2,4 milliards de dollars. Les ressources locales, fonds des États acheminés par le PNUD par les gouvernements des pays bénéficiaires de programmes pour appuyer leurs propres programmes de développement, se sont élevées à près de 1,4 milliard de dollars. Étant donné la diversification et la multiplication des mécanismes d'aide disponibles au niveau des pays, ceux-ci demandent de plus en plus fréquemment au PNUD de fournir son appui pour l'obtention, la répartition et la gestion de divers apports financiers conformément aux priorités nationales.

Le cofinancement des donateurs et les ressources locales apportent un complément important aux ressources ordinaires du PNUD, permettent de renforcer les programmes en place et favorisent l'établissement de partenariats avec toute une gamme d'intervenants, notamment la Commission européenne, les banques régionales de développement, la Banque mondiale et le secteur privé. Toutefois, les ressources de base et les autres ne sont pas interchangeables. La capacité du PNUD à mobiliser des ressources autres que les ressources de base dépend encore de la sécurité et de la disponibilité en quantité suffisante d'apports multilatéraux qui lui permettent de fournir ses services spécialisés en matière de développement.

Ressources locales 2004 des 10 premiers pays bénéficiaires de programmes (chiffres préliminaires)
(en millions de dollars EU)



Source : PNUD/BRSP

Comparaisons : où se situe le PNUD ?

Le Département du développement international du Royaume-Uni a évalué récemment l'efficacité organisationnelle de 23 organisations multilatérales du système des Nations Unies et hors de ce système. Le PNUD s'est vu attribuer les meilleures notes, ce qui vient reconnaître le succès de six ans de réforme interne intensive.

Organisme	Performances internes	Résultats au niveau des pays	Partenariats	Résultat global
PNUD	96	98	98	97
Banques multilatérales de développement	84	74	82	80
Organismes de développement des Nations Unies	84	80	82	82
Organismes normatifs des Nations Unies	66	51	67	62
Organismes humanitaires	83	84	80	96
Organismes de coordination	86	71	92	83

Les notes sont exprimées en pourcentage, le maximum étant de 100 % dans chaque catégorie.

Source : DFID Multilateral Effectiveness Framework Baseline Assessment 2004

Recettes brutes 2004 (chiffres préliminaires)

Classement selon le montant des contributions aux ressources ordinaires*
(en millions de dollars EU)

Donateurs	Ressources ordinaires	Cofinancement
États-Unis	98,71	144,67
Norvège	97,77	73,58
Pays-Bas	93,74	83,27
Japon	86,77	92,57
Suède	85,19	64,77
Royaume-Uni	72,31	161,06
Danemark	60,28	27,09
Canada	47,88	50,25
Suisse	41,27	15,86
Allemagne	33,25	23,24
France	20,06	9,36
Italie	18,27	51,88
Finlande	17,15	11,56
Belgique	15,87	21,08
Irlande	15,79	10,10
Espagne	8,15	1,43
Autriche	5,48	2,83
Australie	5,03	11,91
Inde	4,57	0,18
Nouvelle-Zélande	4,27	6,88
Chine	3,20	1,38
Arabie saoudite	2,00	7,69
République de Corée	2,00	1,18
Portugal	1,60	2,33
Luxembourg	1,39	2,87
Cuba	1,35	—
Mexique	1,00	2,64

* Donateurs ayant contribué 1 million de dollars ou plus aux ressources ordinaires. Note : La Commission européenne est une importante source de cofinancement pour le PNUD. En 2004, elle a alloué 226,5 millions de dollars aux ressources autres que les ressources de base.

Source : PNUD/BRSP

Abréviations et acronymes

APD

Aide publique au développement

BRSP

Bureau des ressources et des partenariats stratégiques

CAD/OCDE

Comité d'aide au développement/Organisation de coopération et de développement économiques

CEI

Communauté des États indépendants

DFID

Département du développement international (Royaume-Uni)

FEM

Fonds pour l'environnement mondial

FENU

Fonds d'équipement des Nations Unies

OMD

Objectifs du Millénaire pour le développement

OMS

Organisation mondiale de la santé

ONG

Organisation non gouvernementale

PMA

Pays les moins avancés

PNUD

Programme des Nations Unies pour le développement

RNDH

Rapport national sur le développement humain

SACI

Initiative des capacités pour l'Afrique australe

SADC

Communauté de développement de l'Afrique australe

TICAD

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

UNDG

Groupe des Nations Unies pour le développement

UNIFEM

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

VNU

Volontaires des Nations Unies

Crédits photos

Page 1 Faisal Al-Qirbi/PNUD-Yémen
Page 2 Adam Rogers/FENU
Page 5 Ky Chung/MINUK/UNDP
Page 8 Senat Andargie/PNUD
Page 13 Marie Frechon/PNUD-Afghanistan
Page 14 Gideon Mendel for The International HIV/AIDS Alliance/Corbis
Page 16 Raba Yahaya/PNUD
Page 18 AP Photo/Petr David Josek
Page 20 Friedrich Stark/Peter Arnold, Inc.
Page 22 Jennifer Barsky/PNUD
Page 24 AP Photo/Bikas Das
Page 25 Pontus Ohrstedt/PNUD
Page 26 AP Photo/Amir Nabil
Page 31 Nora Kushti/PNUD
Page 32 Marie Frechon/PNUD-Afghanistan
Page 34 Christelle Chapoy/PNUD
Page 36 AP Photo/Andrew Parsons/Pool

Réalisation

Rapport publié par le
Bureau des communications de l'Administrateur,
Programme des Nations Unies pour le développement,
New York

Director : David Morrison

Équipe du Rapport annuel : Georgina Fekete, Françoise Gerber,
Mariana Gonzalez, Rajeswary Iruthayanathan, Bruce Jenks,
Justin Leites, Maureen Lynch, Rosemary Nuamah, Jennifer Prince,
Annaliza del Rosario, Gretchen Sidhu (consultante), Mark Suzman
et Kanni Wignarajah.

Maquette : Pamela Geismar

Impression : Hoechstetter Printing Company, Pittsburgh, PA
États-Unis d'Amérique

Imprimé sur papier recyclé

© PNUD, juin 2005

Couverture (sens horaire à partir du haut à gauche) :

Viet Nam : Dans le village de Hoa Phong, des petits entrepreneurs vendent leurs produits au marché. La communauté considère l'appui à la croissance économique locale comme un investissement prioritaire. Adam Rogers/FENU

Colombie : Lors d'une marche pour la paix qui est partie de Medellín et s'est terminée dans la petite ville de San Francisco, les gens portaient des drapeaux de toutes les couleurs pour représenter la diversité et la solidarité. Pontus Ohrstedt/PNUD

Nigéria : Une préposée aux prêts de l'organisation Lift Above Poverty, groupe de microfinance, vérifie les comptes de ses clients. Adam Rogers/FENU

Syrie : Reconstruction du village de Zeyzoun, détruit à la suite de la rupture d'un barrage; un maçon travaille à une nouvelle mosquée. Haretha Youssef/ PNUD

Bénin : Dans le nord du pays, grâce à un programme du FENU, une femme réalise le rêve de sa vie : apprendre à lire et à écrire. Adam Rogers/FENU

Guatemala : Après 25 ans de guerre civile, Felisa Rosale, ex-guerrillera, a pu retrouver une vie normale en exploitant une parcelle de terre achetée dans le cadre d'un programme de réinsertion du PNUD. Nancy Girr/ PNUD

Albanie : Des femmes de différentes communautés de la région de Kukës discutent des mesures d'égalité des sexes prévues dans un plan de développement axé sur les OMD. Nora Kushti/ PNUD

Inde : Au Rajasthan, dans le nord de l'Inde, un agriculteur vérifie l'état de ses cultures. AP Photo/Manish Swarup

Iraq : Une électrice manifeste sa satisfaction d'avoir voté. AP Photo/Andrew Parsons/Pool

Pologne : Cette affiche apposée sur un abri-bus fait partie d'une campagne en faveur de l'apport d'aide extérieure aux autres pays. Jan Szczycinski/ PNUD-Pologne

**Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser
à votre bureau local du PNUD ou à l'un des bureaux suivants :**

Programme des Nations Unies
pour le développement
Bureau des communications
One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (212) 906 5000
Télécopie : (212) 906 5364

Programme des Nations Unies
pour le développement
Bureau européen
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse
Téléphone : (41-22) 917 8542
Télécopie : (41-22) 917 8001

Bureau de liaison du PNUD de Bruxelles
Bureau des Nations Unies/PNUD
14 Rue Montoyer
1000 Bruxelles
Belgique
Téléphone : (32-2) 505 4622
Télécopie : (32-2) 505 4729

Bureau de liaison du PNUD pour
les pays nordiques
Midtermolen 3, PO Box 2530
DK-2100 København O
Danemark
Téléphone : (45-35) 46 71 54
Télécopie : (45-35) 46 70 95

Bureau du PNUD de Tokyo
UNU Building, 8th floor
5-53-70 Jingumae
Shibuya-ku, Tokyo 150-0001
Japon
Téléphone : (813) 5467 4751
Télécopie : (813) 5467 4753

Bureau de liaison du PNUD de Washington
1775 K Street, NW, Suite 420
Washington, DC 20006
États-Unis d'Amérique
Téléphone : (202) 331 9130
Télécopie : (202) 331 9363

Centre régional du PNUD
Europe et Communauté des États indépendants
Grosslingova 35
Bratislava 811 09
République slovaque
Téléphone : (421-2) 59337 428
Télécopie : (421-2) 59337 450

Centre régional du PNUD
United Nations Service Building
3rd Floor, Rajadamnern Nok Avenue
Bangkok 10200
Thaïlande
Téléphone : (66) 2288 1234, 2288 2129
Télécopie : (66) 2288 3032, 2280 0556

Centre d'appui régional du PNUD
pour l'Afrique orientale et australe
7 Naivasha Road Sunninghill
P.O. Box X4
Johannesburg 2157
Afrique du Sud
Téléphone : (27-11) 603 5000
Télécopie : (27-11) 258 8511

ou visitez sur Internet : www.undp.org/french



**Programme des Nations Unies
pour le développement**

One United Nations Plaza
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique

www.undp.org/french